

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**Philippe MACHENAUD-JACQUIER**
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISSANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 163
N° 14**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 18
no Fepuare 2014

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES DE L'ETAT

	Pages
Arrêté n° 1-2014 PPF du 3 février 2014 portant désignation de mandataires et délégation de signatures à la païerie de la Polynésie française	2802
Arrêté n° 1-2014 TGPF du 3 février 2014 portant modification de mandataires et délégation de signatures à la trésorerie générale de la Polynésie française	2804

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° HC 143 CAB/DDPC/oc du 3 février 2014 portant renouvellement de l'agrément du Comité de secourisme polynésien et de protection civile (CSP 987) pour les formations aux premiers secours	2805
Arrêté n° HC 144 CAB/DDPC/oc du 3 février 2014 portant renouvellement de l'agrément du comité départemental 98-7 de Polynésie française de la Fédération des secouristes français croix blanche pour les formations aux premiers secours	2806
Arrêté n° HC 145 CAB/DDPC/oc du 3 février 2014 portant renouvellement de l'agrément de la Fédération polynésienne de protection civile pour les formations aux premiers secours	2806
Arrêté n° HC 180 CAB/BSIRI/CSVS du 7 février 2014 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par le restaurant Cécile à Papeete	2807
Arrêté n° HC 183 SGAP du 7 février 2014 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de commandement de la police du corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française	2808
Arrêté n° HC 184 SGAP du 7 février 2014 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police du corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française	2809

EXTRAITS

Arrêté n° HC 1 IDV du 6 février 2014 portant modification de l'arrêté n° HC 14 IDV du 21 mai 2013 attribuant à la commune de Teva I Uta une subvention pour la réalisation du projet suivant Rénovation de la mairie de Mataiea.	2810
--	------

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 237 CM du 11 février 2014 portant modification de l'arrêté n° 2150 CM du 27 décembre 2012 portant affectation de la terre Terahu, parcelles A et B, sise commune de Reao, sections AA n° 67 et AA n° 68, d'une superficie totale de 22 400 mètres carrés, au profit de la commune de Reao	2811
Arrêté n° 238 CM du 11 février 2014 autorisant la direction des affaires foncières à procéder à la démolition de la maison d'habitation implantée sur la parcelle domaniale, cadastrée section AN n° 161, sise commune de Paea	2811
Arrêté n° 239 CM du 11 février 2014 portant affectation d'une emprise de 268 mètres carrés à détacher de la parcelle cadastrée commune de Bora Bora, commune associée de Nunue, section AR n° 108, au profit de la commune de Bora Bora.....	2812
Arrêté n° 240 CM du 11 février 2014 portant affectation de divers emplacements du domaine public maritime, sis commune de Huahine, commune associée de Fare, au profit de la commune de Huahine	2813
Arrêté n° 241 CM du 11 février 2014 portant affectation de divers emplacements du domaine public maritime, sis commune de Maupiti, au profit de la commune de Maupiti.	2813
Arrêté n° 242 CM du 11 février 2014 portant affectation de divers emplacements du domaine public maritime, sis commune de Tahaa, au profit de la commune de Tahaa	2814
Arrêté n° 243 CM du 11 février 2014 portant affectation de plusieurs parcelles, cadastrées commune de Tahaa, communes associées de Tapuamu et de Faaaha, au profit de la commune de Tahaa.....	2815
Arrêté n° 244 CM du 11 février 2014 portant affectation de divers emplacements du domaine public maritime, sis commune de Taputapuatea, au profit de la commune de Taputapuatea	2816
Arrêté n° 245 CM du 11 février 2014 portant affectation d'une emprise de 41 mètres carrés à détacher de la parcelle cadastrée commune de Uturoa, section AD n° 311, au profit de la commune de Uturoa	2817
Arrêté n° 246 CM du 12 février 2014 autorisant l'implantation d'un réseau radioélectrique souterrain sur la parcelle de terre cadastrée commune de Pirae, section N n° 93 au profit de la société Pacific Mobile Telecom	2818

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 48 PR du 12 février 2014 autorisant l'implantation d'une station-service à enseigne Pacific à Punavai Plaine dans la commune de Punaauia	2820
Arrêté n° 49 PR du 12 février 2014 autorisant l'implantation d'une station-service à enseigne Pacific dans la commune de Uturoa à Raiatea	2821
Arrêté n° 50 PR du 12 février 2014 portant nomination des représentants des organisations professionnelles et de leurs suppléants composant la commission consultative de la perliculture	2821
Arrêté n° 52 PR du 12 février 2014 modifiant l'arrêté n° 456 PR du 21 mai 2012 portant nomination des membres du comité technique paritaire central de la direction des ressources marines et minières et de l'Institut de formation maritime, pêche et commerce	2822

Vice-présidence

Arrêté n° 141 VP du 11 février 2014 portant autorisation d'organiser une tombola au profit de l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre de l'école et du collège Notre-Dame-des-Anges	2822
--	------

Ministère du tourisme, de l'écologie, de la culture, et des transports aériens

Arrêté n° 1377 MTE du 11 février 2014 complétant et modifiant l'arrêté n° 4390 MTE du 21 juin 2013 modifié portant délégation de signature à M. Jean-Christophe Shigetomi, directeur de l'aviation civile	2824
---	------

Ministère des ressources marines, des mines et de la recherche

Arrêté n° 1382 MRM du 11 février 2014 portant délégation de signature du ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la periculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions à Mme Maryline Dal Farra, directrice par intérim de la direction des ressources marines et minières	2825
Arrêté n° 1383 MRM du 11 février 2014 portant abrogation de l'arrêté n° 5123 MRM du 3 juillet 2012 accordant à M. Geoffroy Teheuravaotaha Teuru le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	2826
Arrêté n° 1384 MRM du 11 février 2014 portant abrogation de l'arrêté n° 142 MPA du 7 novembre 2008 accordant à M. Hugues Tuterarii Lucas le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	2827
Arrêté n° 1385 MRM du 11 février 2014 portant abrogation de l'arrêté n° 195 MPA du 24 novembre 2008 accordant à M. Georges Ahnne le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ..	2827
Arrêté n° 1386 MRM du 11 février 2014 portant abrogation de l'arrêté n° 399 MER/SPE du 21 août 2006 accordant à M. Jean-Dominique Joseph Ariitu Boosie le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	2828
Arrêté n° 1387 MRM du 11 février 2014 portant abrogation de l'arrêté n° 9289 MRM du 14 décembre 2012 accordant à M. Teroonuiatea Etienne Ravetupu le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	2828
Arrêté n° 1388 MRM du 11 février 2014 portant abrogation de l'arrêté n° 2284 MRM du 3 juin 2009 accordant à M. Léonore Arii Ernest Adams le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	2829
Arrêté n° 1410 MRM du 11 février 2014 modifiant l'arrêté n° 623 MRM du 6 février 2013 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de M. Herman Gustave Aririma Lancelle sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 306)	2829

Ministère du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique, et de l'artisanat

Arrêté n° 1462 MLA du 12 février 2014 portant prorogation des dispositions de l'arrêté n° 2673 MAA du 15 juin 2011 portant affectation de la parcelle de terre dépendant du domaine de Atimaono cadastrée section AE n° 13 d'une superficie de 5 000 mètres carrés, sise commune de Teva I Uta, appartenant à la Polynésie française au profit du ministère en charge de l'éducation et modification de l'arrêté n° 116 CM du 27 janvier 1986.	2830
Arrêté n° 1463 MEE du 12 février 2014 portant affectation de la terre domaine Atimaono lot A cadastrée commune de Teva I Uta, section de commune de Mataiea, section AE n° 12, au profit du ministère chargé de l'éducation.	2831

Ministère de la santé, de la protection sociale généralisée et de la fonction publique

Arrêté n° 1473 MSP du 12 février 2014 portant établissement du tableau d'avancement pour l'accès au grade de conseiller des services administratifs de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2012 .	2832
Arrêté n° 1474 MSP du 12 février 2014 constatant l'absence de tableau d'avancement pour l'accès au grade de conseiller des services administratifs principal de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2012 ..	2832
Arrêté n° 1475 MSP du 12 février 2014 portant établissement du tableau d'avancement pour l'accès au grade de conseiller des services administratifs hors classe de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2012	2833
Arrêté n° 1476 MSP du 12 février 2014 portant établissement du tableau d'avancement pour l'accès au grade d'attaché d'administration principal de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2012	2834

Ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports

Arrêté n° 1464 MLA du 12 février 2014 portant modification de l'arrêté n° 2174 MEJ du 21 mars 2013 accordant à la délégation de service public prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives 2834

Arrêté n° 1465 MEE du 12 février 2014 portant composition du jury des sessions de formation menant à l'attestation de compétences à la prévention, à l'assistance et au sauvetage en randonnée aquatique (ACPASRA) organisées par l'organisme de formation Niyati Plongée 2835

Ministère de l'équipement, de l'urbanisme, et des transports terrestres et maritimes

Arrêté n° 1409 MET du 11 février 2014 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial au profit de l'entreprise MHT 2835

Arrêté n° 1466 MET/DTT du 12 février 2014 portant délivrance d'une licence de transport touristique sur l'île de Bora Bora, à la SNC Wan et cie 2838

EXTRAITS

Arrêté n° 1413 MET du 11 février 2014 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 306 (plan 8) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara dans l'archipel des Australes 2838

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'élevage et de l'égalité et du développement des archipels

Arrêté n° 1389 MAA du 11 février 2014 portant modification de l'arrêté n° 4541 MAA du 28 juin 2013 modifié portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'élevage et de l'égalité, et du développement des archipels, au chef du service du développement rural et à certains de ses agents. 2838

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Arrêté n° 1-2014 APF/SG du 12 février 2014 portant délégation de signature aux responsables des services administratifs de l'assemblée de la Polynésie française 2839

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret n° 2014-111 du 6 février 2014 pris pour l'application des articles 9 et 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée relative à la transparence financière de la vie politique. (JORF du 8 février 2014) 2840

Décision n° 2013-808 du 18 décembre 2013 autorisant l'association Le 6e sens Te Mataru'i no Polynesia à exploiter un service de radio de catégorie A par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé Marevareva FM. (JORF du 7 février 2014) 2845

Décision n° 2013-809 du 18 décembre 2013 autorisant l'association Tuamotu FM à exploiter un service de radio de catégorie A par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé Tuamotu FM. (JORF du 7 février 2014) 2846

Décision n° 2013-810 du 18 décembre 2013 autorisant l'association Radio Marquises à exploiter un service de radio de catégorie A par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé Radio Marquises. (JORF du 7 février 2014). 2847

Décision n° 2013-811 du 18 décembre 2013 autorisant la SARL PAC FM à exploiter un service de radio de catégorie B par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé Rire et Chansons. (JORF du 7 février 2014) 2848

Décision n° 2013-812 du 18 décembre 2013 autorisant l'association Faa'a Taui FM à exploiter un service de radio de catégorie B par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé Taui FM. (JORF du 7 février 2014). 2851

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.....	2853
Annonces diverses	2856



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES DE L'ETAT

ARRETE n° 1-2014 PPF du 3 février 2014 portant désignation de mandataires et délégation de signatures à la paierie de la Polynésie française.

L'administrateur général des finances publiques en Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifiée portant règlement général sur la comptabilité publique (article 14) ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'instruction du 16 août 1966 modifiée sur l'organisation du service des comptables publics (paragraphe V) ;

Vu la lettre RH-1B/2012/11/3926 de la direction générale des finances publiques, en date du 17 décembre 2012, affectant M. Yves Gatty, administrateur des finances publiques adjoint, en qualité de comptable public, responsable de la paierie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 926 du 24 décembre 2010 portant réorganisation de postes comptables des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 10 février 2011 portant réorganisation de postes comptables des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Sur proposition de l'administrateur des finances publiques adjoint, fondé de pouvoir,

Arrête :

Article 1er. — *Délégations générales et permanentes*

M. Yves Gatty, administrateur des finances publiques adjoint, payeur de la Polynésie française, donne procuration générale et permanente à Mme Régine Mestre et MM. Jean-Yves Ascoët, Raymond Teaha et Michel Tambia, inspecteurs des finances publiques, avec mandat :

- de gérer et d'administrer la paierie de la Polynésie française ;
- opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception ;
- recevoir et payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion leur est confiée ;
- exercer toutes poursuites ;
- effectuer les déclarations de créances en matière de procédure collective d'apurement du passif ;
- agir en justice en lieu et place du payeur ;
- acquitter tous mandats ;
- exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements ;
- donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées ;
- signer les récépissés, quittances et décharges ;
- fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'administration ;
- opérer, à la trésorerie générale, les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon ;
- représenter le payeur auprès des agents de l'administration de la poste pour toute opération ;
- prendre l'engagement de ratifier tout ce que les mandataires du payeur auront pu faire en vertu de la présente procuration.

En conséquence, M. Yves Gatty donne pouvoir à Mme Régine Mestre et MM. Jean-Yves Ascoët, Raymond Teaha et Michel Tambia, inspecteurs des finances publiques, de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la paierie de la Polynésie française, entendant ainsi transmettre aux mandataires tous les pouvoirs suffisants pour qu'ils puissent, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Art. 2. — Délégations spéciales

1° Procuration spéciale relative au fonctionnement courant du service

Mmes Chantal Smail et Joséphine Nordhoff, contrôleuses des finances publiques, reçoivent, pour ce qui concerne le fonctionnement courant du secteur chargé des recettes, les mêmes pouvoirs que M. Raymond Teaha, sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de celui-ci, sans que cette condition soit opposable aux tiers.

Mme Liliane Saltel et M. Louis Picard, contrôleurs principaux des finances publiques, et Mme Pascale Wan, contrôleuse des finances publiques, reçoivent, pour ce qui concerne le fonctionnement courant du secteur chargé du recouvrement, les mêmes pouvoirs que M. Michel Tambia, sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de celui-ci, sans que cette condition soit opposable aux tiers.

Mme Aurélie Audebert et M. Irwin Lagarde, contrôleurs principaux des finances publiques, Mmes Dolorès Stein et Hinano Riemer, contrôleuses des finances publiques, reçoivent mandat pour signer toutes pièces relatives au fonctionnement courant du secteur chargé du paiement des dépenses assignées à la caisse du payeur, sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de M. Yves Gatty, Mme Régine Mestre et M. Jean-Yves Ascoët, sans que cette condition soit opposable aux tiers.

Mmes Inès Faatahe et Michelle Boileau, et M. Michaël Baudouin, contrôleurs des finances publiques, reçoivent mandat pour signer toutes pièces relatives au fonctionnement courant du service chargé de la tenue de la comptabilité générale du poste sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de M. Yves Gatty, Mme Régine Mestre et M. Jean-Yves Ascoët, sans que cette condition soit opposable aux tiers.

2° Procuration spéciale en matière de procédures de redressement et de liquidation judiciaires des entreprises

Mme Régine Mestre, et MM. Jean-Yves Ascoët, Raymond Teaha et Michel Tambia, inspecteurs des finances publiques, Mme Liliane Saltel et M. Louis Picard, contrôleurs principaux des finances publiques, et Mme Pascale Wan, contrôleuse des finances publiques, reçoivent procuration aux fins de signer les bordereaux de déclaration de créances ainsi que tous documents relatifs aux procédures de redressement et de liquidation judiciaires des entreprises prévues par les articles L 620-1 et suivants du code de commerce.

3° Procuration spéciale en matière d'attestation de régularité fiscale à délivrer aux entrepreneurs souhaitant soumissionner aux marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics

Mme Régine Mestre et MM. Jean-Yves Ascoët, Raymond Teaha et Michel Tambia, inspecteurs des finances publiques, Mme Pascale Wan, contrôleuse des finances publiques, Mme Sheila Teahoro et M. Allen Sanquer, agents administratifs principaux des finances publiques, et Mmes Tina Lo et Joyce Cier Foc, agents administratifs des finances publiques, reçoivent procuration aux fins de signer les attestations de régularité fiscale prévues par l'annexe 14 § 3.1 du code des marchés publics passés au nom de la Polynésie française et de ses établissements publics.

4° Procuration spéciale en matière de représentation devant les tribunaux

Mme Régine Mestre et MM. Jean-Yves Ascoët, Raymond Teaha et Michel Tambia, inspecteurs des finances publiques, reçoivent procuration aux fins de :

- représenter M. Gatty aux audiences des tribunaux de Papeete ;
- donner reçu et signer toutes minutes ou autres documents relatifs à ces audiences ;
- argumenter, acquiescer et, d'une manière générale, procéder à tous les actes nécessaires à l'accomplissement du mandat ainsi défini.

5° Procuration spéciale en matière d'octroi de délais de paiement

MM. Raymond Teaha et Michel Tambia, inspecteurs des finances publiques, Mme Liliane Saltel et M. Louis Picard, contrôleurs principaux des finances publiques, et Mme Pascale Wan, contrôleuse des finances publiques, reçoivent procuration aux fins de signer les octrois de délais de paiement dans la limite fixée en interne par M. Gatty.

M. Allen Sanquer, agent administratif principal des finances publiques, reçoit procuration de signer les octrois de délais de paiement en matière de produits divers dans la même limite.

Mme Sheila Teahoro et M. Moe Taiarui, agents administratifs principaux des finances publiques, et Mmes Tina Lo et Joyce Cier Foc, agents administratifs des finances publiques, reçoivent procuration de signer les octrois de délais de paiement en matière de produits fiscaux dans la même limite.

6° Procuration spéciale en matière de remises de majorations et de frais de poursuites

MM. Raymond Teaha et Michel Tambia, inspecteurs des finances publiques, Mme Liliane Saltel et M. Louis Picard, contrôleurs principaux des finances publiques, et Mme Pascale Wan, contrôleuse des finances publiques, reçoivent procuration aux fins d'accorder des remises de majorations et frais de poursuites dans la limite fixée en interne par M. Gatty.

M. Allen Sanquer, agent administratif principal des finances publiques, reçoit procuration d'accorder des remises des frais de poursuites en matière de produits divers dans la même limite.

Mme Sheila Teahoro et M. Moe Taiarui, agents administratifs principaux des finances publiques, et Mmes Tina Lo et Joyce Cier Foc, agents administratifs des finances publiques, reçoivent procuration aux fins d'accorder des remises de majorations et frais de poursuites en matière de produits fiscaux dans la même limite.

7° Procuration spéciale en matière de représentation aux conseils d'administration et autres instances consultatives

Mme Inès Faatahe, contrôleuse des finances publiques, reçoit procuration aux fins de représenter M. Gatty aux conseils d'administration et autres instances consultatives relevant du périmètre de compétence de la paierie de la Polynésie française.

Art. 3.— L'arrêté n° 2-2013 PPF du 1er septembre 2013 est abrogé à compter du 3 février 2014.

Art. 4.— L'administrateur des finances publiques adjoint, fondé de pouvoir, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 février 2014.

*L'administrateur général
des finances publiques,
Yann de MOLLIENS.*

**ARRETE n° 1-2014 TGPF du 3 février 2014 portant
modification de mandataires et délégation de signatures
à la trésorerie générale de la Polynésie française.**

L'administrateur général des finances publiques en Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifiée portant règlement général sur la comptabilité publique (article 14) ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'instruction du 16 août 1966 modifiée sur l'organisation du service des comptables publics (paragraphe V) ;

Vu le décret du 15 juillet 2009 nommant M. Yann Poujol de Molliens trésorier-payeur général de la Polynésie française ;

Vu le décret du 27 mars 2012 portant intégration, nomination, promotion, mutation et affectation d'administrateurs généraux des finances publiques ;

Vu les arrêtés n° 2-2012 TGPF du 30 avril 2012, n° 2-2013 TGPF du 1er août 2013 et n° 3-2013 TGPF du 16 septembre 2013 ;

Sur proposition de l'administrateur des finances publiques adjoint, fondé de pouvoir,

Arrête :

Article 1er.— Le point 1 cité dans l'article 1er de l'arrêté n° 2-2012 TGPF du 30 avril 2012 susvisé, est remplacé par ce qui suit :

"1 - En ce qui concerne la cellule qualité comptable

Procuration spéciale est donnée à Mme Arielle Terra, inspectrice des finances publiques, responsable de la cellule qualité comptable, pour signer, à l'exclusion de tout autre document :

- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les demandes de renseignements ;
- les notes d'observations ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes de la cellule."

Art. 2.— Le point 2 cité dans l'article 2 de l'arrêté n° 3-2013 TGPF du 16 septembre 2013 susvisé, est remplacé par ce qui suit :

"2 - En ce qui concerne la cellule études économiques et financières

Procuration spéciale est donnée à M. Julien Roussel, inspecteur des finances publiques, chargé de mission, pour signer à l'exclusion de tout autre document :

- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes du service."

Art. 3.— Le point 6 cité dans l'article 2 de l'arrêté n° 2-2013 TGPF du 1er août 2013 susvisé, est remplacé par ce qui suit :

"6 - En ce qui concerne le service secteur public local

Procuration spéciale est donnée à M. Raphaël Pichery, inspecteur des finances publiques, responsable du service secteur public local, pour signer à l'exclusion de tout autre document, les bordereaux d'envoi et accusés de réception."

Art. 4.— Le point 12 cité dans l'article 8 de l'arrêté n° 3-2013 TGPF du 16 septembre 2013 susvisé, est remplacé par ce qui suit :

"12a - En ce qui concerne le service ressources humaines

Procuration spéciale est donnée à Mme Joëlle Mazard, inspectrice des finances publiques, responsable du service ressources humaines, pour signer, à l'exclusion de tout autre document :

- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes du service ;
- les certificats et attestations.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Mazard, Mme Agnès Pacqueau, inspectrice divisionnaire des finances publiques de classe normale, responsable de la division ressources, reçoit les mêmes pouvoirs que Mme Mazard, sans que la condition d'absence ou d'empêchement soit opposable aux tiers.

12b - En ce qui concerne le service formation professionnelle

Procuration spéciale est donnée à Mme Cécile Verne, inspectrice des finances publiques, responsable du service formation professionnelle, pour signer, à l'exclusion de tout autre document :

- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Verne, Mme Agnès Pacqueau, inspectrice divisionnaire des finances publiques de classe normale, responsable de la division ressources, reçoit les mêmes pouvoirs que Mme Verne, sans que la condition d'absence ou d'empêchement soit opposable aux tiers."

Art. 5.— L'administrateur des finances publiques adjoint, fondé de pouvoir, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 février 2014.

*L'administrateur général
des finances publiques,
Yann de MOLLIENS.*

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° HC 143 CAB/DDPC/oc du 3 février 2014 portant renouvellement de l'agrément du Comité de secourisme polynésien et de protection civile (CSP 987) pour les formations aux premiers secours.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 91-834 du 30 août 1991 modifié relatif à la formation aux premiers secours ;

Vu le décret n° 92-514 du 12 juin 1992 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 1979 modifié fixant les modalités de délivrance du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;

Vu l'arrêté du 24 mai 2000 portant organisation de la formation continue des premiers secours ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2007 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "prévention et secours civiques de niveau 1" (PSC 1) ;

Vu l'arrêté du 24 août 2007 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "premiers secours en équipe niveau 1" (PSE 1) ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "premiers secours en équipe niveau 2" (PSE 2) ;

Vu l'arrêté du 8 août 2012 fixant le référentiel national de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie initiale et commune de formateur" ;

Vu l'arrêté du 16 août 2012 portant extension en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française de diverses dispositions intéressant la sécurité civile ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours" ;

Vu l'arrêté du 4 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en prévention et secours civiques" ;

Vu l'arrêté n° HC 47 CAB/DDPC du 20 janvier 2012 portant renouvellement de l'agrément du Comité de secourisme polynésien et de protection civile (CSP 987) pour les formations aux premiers secours ;

Vu le dossier de renouvellement d'agrément pour les formations aux premiers secours présenté par le Comité de secourisme polynésien et de protection civile (CSP 987) le 16 janvier 2014 ;

Considérant le dispositif juridique actuellement en vigueur relatif à la formation des citoyens acteurs de sécurité civile ;

Sur proposition du directeur de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément pour les formations aux premiers secours délivré au Comité de secourisme polynésien et de protection civile (CSP 987) est renouvelé pour une durée de deux ans, à compter de la date de signature du présent arrêté, pour assurer les formations préparatoires, initiales et continues suivantes :

- prévention et secours civiques de niveau 1 (PSC1) ;
- premiers secours en équipe de niveau 1 (PSE 1) ;
- premiers secours en équipe de niveau 2 (PSE 2) ;
- formation pédagogique initiale commune de formateur et pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en prévention et secours civiques ;
- formation pédagogique initiale commune de formateur et pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en premiers secours ;
- brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA).

Art. 2.— L'agrément accordé par le présent arrêté peut être retiré en cas de non-respect des dispositions de l'arrêté du 8 juillet 1992 modifié susvisé.

Art. 3.— Le directeur de cabinet du haut-commissaire, le directeur de la défense et de la protection civile sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 février 2014.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
*Le directeur de cabinet,
Stéphane JARLEGAND.*

ARRETE n° HC 144 CAB/DDPC/oc du 3 février 2014 portant renouvellement de l'agrément du comité départemental 98-7 de Polynésie française de la Fédération des secouristes français Croix blanche pour les formations aux premiers secours.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 91-834 du 30 août 1991 modifié relatif à la formation aux premiers secours ;

Vu le décret n° 92-514 du 12 juin 1992 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 1979 modifié fixant les modalités de délivrance du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;

Vu l'arrêté du 24 mai 2000 portant organisation de la formation continue des premiers secours ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2007 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "prévention et secours civiques de niveau 1" (PSC 1) ;

Vu l'arrêté du 24 août 2007 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "premiers secours en équipe niveau 1" (PSE 1) ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "premiers secours en équipe niveau 2" (PSE 2) ;

Vu l'arrêté du 8 août 2012 fixant le référentiel national de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie initiale et commune de formateur" ;

Vu l'arrêté du 16 août 2012 portant extension en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française de diverses dispositions intéressant la sécurité civile ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours" ;

Vu l'arrêté du 4 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en prévention et secours civiques" ;

Vu l'arrêté n° HC 298 CAB/DDPC du 16 février 2012 modifié portant renouvellement de l'agrément du comité des secouristes français Croix blanche de Polynésie pour les formations aux premiers secours ;

Vu le dossier de renouvellement d'agrément pour les formations aux premiers secours présenté par le comité départemental 98-7 de Polynésie française de la Fédération des secouristes français Croix blanche le 16 janvier 2014 ;

Considérant le dispositif juridique actuellement en vigueur relatif à la formation des citoyens acteurs de sécurité civile ;

Sur proposition du directeur de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — L'agrément pour les formations aux premiers secours délivré au comité départemental 987 de Polynésie française de la Fédération des secouristes français Croix blanche est renouvelé pour une durée de deux ans, à compter de la date de signature du présent arrêté, pour assurer les formations préparatoires, initiales et continues suivantes :

- prévention et secours civiques de niveau 1 (PSC1) ;
- premiers secours en équipe de niveau 1 (PSE 1) ;
- premiers secours en équipe de niveau 2 (PSE 2) ;
- formation pédagogique initiale commune de formateur et pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en prévention et secours civiques ;
- formation pédagogique initiale commune de formateur et pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en premiers secours ;
- brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA).

Art. 2. — L'agrément accordé par le présent arrêté peut être retiré en cas de non-respect des dispositions de l'arrêté du 8 juillet 1992 modifié susvisé.

Art. 3. — Le directeur de cabinet du haut-commissaire, le directeur de la défense et de la protection civile sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 février 2014.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le directeur de cabinet,
Stéphane JARLEGAND.

ARRETE n° HC 145 CAB/DDPC/oc du 3 février 2014 portant renouvellement de l'agrément de la Fédération polynésienne de protection civile pour les formations aux premiers secours.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 91-834 du 30 août 1991 modifié relatif à la formation aux premiers secours ;

Vu le décret n° 92-514 du 12 juin 1992 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 1979 modifié fixant les modalités de délivrance du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;

Vu l'arrêté du 24 mai 2000 portant organisation de la formation continue des premiers secours ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 2007 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "prévention et secours civiques de niveau 1" (PSC 1) ;

Vu l'arrêté du 24 août 2007 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "premiers secours en équipe niveau 1" (PSE 1) ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "premiers secours en équipe niveau 2" (PSE 2) ;

Vu l'arrêté du 8 août 2012 fixant le référentiel national de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie initiale et commune de formateur" ;

Vu l'arrêté du 16 août 2012 portant extension en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française de diverses dispositions intéressant la sécurité civile ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours" ;

Vu l'arrêté du 4 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement "pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en prévention et secours civiques" ;

Vu l'arrêté n° HC 48 CAB/DDPC du 20 janvier 2012 portant renouvellement de l'agrément de la Fédération polynésienne de protection civile pour les formations aux premiers secours ;

Vu le dossier de renouvellement d'agrément pour les formations aux premiers secours présenté par la Fédération polynésienne de protection civile le 20 janvier 2014 ;

Considérant le dispositif juridique actuellement en vigueur relatif à la formation des citoyens acteurs de sécurité civile ;

Sur proposition du directeur de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément pour les formations aux premiers secours délivré à la Fédération polynésienne de protection civile (FPPC) est renouvelé pour une durée de deux ans, à compter de la date de signature du présent arrêté, pour assurer les formations préparatoires, initiales et continues suivantes :

- prévention et secours civiques de niveau 1 (PSC1) ;
- premiers secours en équipe de niveau 1 (PSE 1) ;
- premiers secours en équipe de niveau 2 (PSE 2) ;
- formation pédagogique initiale commune de formateur et pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en prévention et secours civiques ;
- formation pédagogique initiale commune de formateur et pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en premiers secours ;
- brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA).

Art. 2.— L'agrément accordé par le présent arrêté peut être retiré en cas de non-respect des dispositions de l'arrêté du 8 juillet 1992 modifié susvisé.

Art. 3.— Le directeur de cabinet du haut-commissaire, le directeur de la défense et de la protection civile sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 février 2014.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

Le directeur de cabinet,

Stéphane JARLEGAND.

ARRETE n° HC 180 CAB/BSIR/CSVS du 7 février 2014 portant autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection par le restaurant Cécile à Papeete.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 modifiée du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi n° 2004-193, du même jour, la complétant ;

Vu l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, et notamment son titre V du livre II ;

Vu le décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif aux dispositions des livres Ier, II, IV et V de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure (articles R. 251-1 à R. 253-4 du code de la sécurité intérieure) ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l'arrêté n° HC 198 CAB/PS du 24 avril 2007 modifié portant constitution de la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française ;

Vu la demande d'autorisation adressée le 28 octobre 2013 au secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection par Mme Cécile Xing Ying, gérante du restaurant Cécile à Papeete ;

Vu l'accusé de réception établi le 30 octobre 2013 ;

Vu l'avis donné par la commission des systèmes de vidéoprotection de la Polynésie française le 19 novembre 2013 ;

Considérant que l'établissement placé sous vidéoprotection est particulièrement exposé à des risques de vols ou d'agressions ;

Considérant que le dispositif de vidéoprotection mis en place est de nature à assurer la prévention et la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant que l'équilibre entre les atteintes aux libertés individuelles et les risques auxquels est exposé l'établissement public est assuré,

Arrête :

Article 1er.— La gérante du restaurant Cécile est autorisée à installer et à exploiter un système de vidéoprotection, conformément au dossier déposé, au sein du commerce éponyme sis avenue Georges-Clemenceau à Papeete (98713).

La présente autorisation est enregistrée sous le n° HC 221 CAB/BSIRI/CSVS.

Le dispositif de vidéoprotection est composé d'une caméra intérieure, permettant de protéger les lieux recevant du public dans la surface de restauration du restaurant Cécile à Papeete.

Art. 2.— La personne habilitée à accéder aux images est Mme Cécile Xing Ying, gérante du restaurant Cécile à Papeete.

Art. 3.— Les enregistrements effectués sont conservés dans des locaux sécurisés et sont détruits dans un délai maximum de 21 jours, hormis les cas de réquisitions judiciaires.

Art. 4.— Une information claire et permanente du public sur l'existence du dispositif est réalisée au moyen d'affiches placées à l'entrée et à la caisse du restaurant Cécile à Papeete avec mention obligatoire de la présence d'un système de vidéoprotection.

Les demandes de droit d'accès aux images ou aux fins d'en vérifier la destruction dans le délai prévu sont adressées par toute personne intéressée auprès de la gérante du restaurant Cécile, avenue Georges-Clemenceau, 98713 Papeete, tél. : 83 88 89.

Art. 5.— Toute modification substantielle portant sur l'organisation, le fonctionnement et les conditions d'exploitation du système de vidéoprotection, faisant l'objet de la présente autorisation, doit être déclarée auprès du secrétariat de la commission des systèmes de vidéoprotection haut-commissariat de la République, cabinet, bureau "sécurité intérieure et relations internationales", BP 115, 98713 Papeete.

Art. 6.— La présente autorisation peut, après que son titulaire ait été à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions de l'ordonnance n° 2012-351 du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure, notamment son titre V du livre II, et de l'article R. 253-2 du décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif aux dispositions des livres Ier, II, IV et V de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure, ainsi qu'en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Art. 7.— La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans renouvelables, à compter de la date du présent arrêté.

Art. 8.— Le directeur du cabinet du haut-commissaire de la République est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont une copie conforme est adressée à Mme Cécile Xing Ying, gérante du restaurant Cécile à Papeete.

Fait à Papeete, le 7 février 2014.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Stéphane JARLEGAND.

ARRETE n° HC 183 SGAP du 7 février 2014 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police du corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création du corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 modifiée relative à la création du corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 95-1197 du 6 novembre 1995 modifié portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

Vu le décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 modifié portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2005 modifié portant déconcentration en matière de gestion des fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu l'arrêté n° 294 SATP du 15 avril 2010 modifié portant création d'une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal des résultats du scrutin du 28 janvier 2014 ;

Sur proposition du secrétaire général adjoint pour l'administration de la police,

Arrête :

Article 1er.— La commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, est composée comme suit :

Représentants de l'administration

Titulaires :

- M. Gilles Cantal, secrétaire général du haut-commissariat ;
- M. Stéphane Jarlegand, directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- M. François Perrault, directeur de la sécurité publique en Polynésie française ;
- M. Robert Fanjat, directeur de la police aux frontières en Polynésie française ;
- Mme Marie-Thérèse Sacault, chef du service territorial de l'information générale à la direction de la sécurité publique de Polynésie française ;
- M. Tamatea Tuheiava, chef du centre régional de formation en Polynésie française ;
- M. Philippe Babdor, adjoint au directeur de la police aux frontières en Polynésie française.

Suppléants :

- M. Christophe Lotigie, chef de la subdivision administrative des îles du Vent ;
- M. Jean-Loïc Hanuse, adjoint au directeur de la sécurité publique en Polynésie française ;
- M. Anthony Boukoucha, chef du secrétariat général pour l'administration de la police ;
- M. Ferdinand Puhetini, adjoint au chef du centre régional de formation en Polynésie française ;
- M. Gilbert Temarii, chef d'état-major à la direction de la sécurité publique de Polynésie française ;
- M. Gilles Fouliard, chef du service de la police aux frontières territorial à la direction de la police aux frontières ;
- Mme Jeanine Levin, chef de la section des ressources humaines du secrétariat pour l'administration de la police.

Représentants du personnel

A - Pour le collège des majors :

Titulaire : Cyril Raioha (Unité SGP Police - Force ouvrière) ;

Suppléant : Koeppen Vivish (Unité SGP Police - Force ouvrière).

B - Pour le collège des brigadiers-chefs de police :

Titulaires :

- Albert Mollen (Unité SGP Police - Force ouvrière) ;

- Hans Tuahivaatetonohiti (Unité SGP Police - Force ouvrière).

Suppléants :

- James Mihuraa (Unité SGP Police - Force ouvrière) ;
- Christophe Tchoun You Thung Hee (Unité SGP Police - Force ouvrière).

C - Pour le collège des brigadiers de police :

Titulaires :

- Vainono Ah Scha (Unité SGP Police - Force ouvrière) ;
- Wallace Teina (Unité SGP Police - Force ouvrière).

Suppléants :

- Temarii Bambridge (Unité SGP Police - Force ouvrière) ;
- Carlos Teiefitu (Unité SGP Police - Force ouvrière).

D - Pour le collège des gardiens de la paix :

Titulaires :

- Thierry Maitere (Unité SGP Police - Force ouvrière) ;
- Orlando Tapia (Unité SGP Police - Force ouvrière).

Suppléants :

- Niel Chin Ah You (Unité SGP Police - Force ouvrière) ;
- Robert Tahiaata (Unité SGP Police - Force ouvrière).

Art. 2.— Le secrétaire général adjoint pour l'administration de la police et le chef du secrétariat général pour l'administration de la police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Papeete, le 7 février 2014.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général adjoint
pour l'administration de la police,*
Stéphane JARLEGAND.

ARRETE n° HC 184 SGAP du 7 février 2014 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de commandement de la police du corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création du corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 modifiée relative à la création du corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 95-1197 du 6 novembre 1995 modifié portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

Vu le décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 modifié portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2005 modifié portant déconcentration en matière de gestion des fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu l'arrêté n° 294 SATP du 15 avril 2010 modifié portant création d'une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal des résultats du scrutin du 28 janvier 2014 ;

Sur proposition du secrétaire général adjoint pour l'administration de la police,

Arrête :

Article 1er.— La commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de commandement de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, est composée comme suit :

Représentants de l'administration

Titulaires :

- M. Stéphane Jarlegand, directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- M. François Perrault, directeur de la sécurité publique en Polynésie française ;
- M. Robert Fanjat, directeur de la police aux frontières en Polynésie française.

Suppléants :

- M. Jean-Loïc Hanuse, adjoint au directeur de la sécurité publique en Polynésie française ;
- M. Philippe Babbord, adjoint au directeur de la police aux frontières en Polynésie française ;
- M. Anthony Boukoucha, chef du secrétariat général pour l'administration de la police.

Représentants du personnel

A - Pour le collège des commandants :

Titulaire : Heimana Besineau (Syndicat des cadres de la sécurité intérieure SCSI) ;

Suppléant : Marie-Thérèse Sacault (Syndicat des cadres de la sécurité intérieure SCSI).

B - Pour le collège des capitaines :

Titulaire : Luc Roattino (Syndicat des cadres de la sécurité intérieure SCSI) ;

Suppléant : Gustave Famibelle (Syndicat des cadres de la sécurité intérieure SCSI).

C - Pour le collège des lieutenants :

Titulaire : Tatiana Dauphin (Syndicat des cadres de la sécurité intérieure SCSI) ;

Suppléant : Pascal Vahirua (Syndicat des cadres de la sécurité intérieure SCSI).

Art. 2.— Le secrétaire général adjoint pour l'administration de la police et le chef du secrétariat général pour l'administration de la police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Papeete, le 7 février 2014.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général adjoint
pour l'administration de la police,*
Stéphane JARLEGAND.

Par arrêté n° HC 1 IDV du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 6 février 2014.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté de financement n° HC 14 IDV du 21 mai 2013 relatif à l'opération "Rénovation de la mairie de Mataiea" en ce qui concerne le délai d'exécution de cette opération.

L'article 5 de l'arrêté de financement, relatif aux engagements de la commune, est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : "Exécuter cette opération dans un délai maximum de 12 mois à partir de la date de signature de l'arrêté" ;

Lire : "Exécuter cette opération au plus tard le 20 mai 2015".

Toutes les autres dispositions de l'arrêté initial non expressément modifiées par le présent arrêté modificatif sont et demeurent valables.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 237 CM du 11 février 2014 portant modification de l'arrêté n° 2150 CM du 27 décembre 2012 portant affectation de la terre Terahu, parcelles A et B, sise commune de Reao, sections AA n° 67 et AA n° 68, d'une superficie totale de 22 400 mètres carrés, au profit de la commune de Reao.

NOR : DAF1420006AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2150 CM du 27 décembre 2012 portant affectation de la terre Terahu, parcelles A et B, sise commune de Reao, sections AA n° 67 et AA n° 68, d'une superficie totale de 22 400 mètres carrés, au profit de la commune de Reao ;

Vu la lettre du 13 novembre 2013 de la commune de Reao ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 février 2014,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 2150 CM du 27 décembre 2012 susvisé est remplacé par :

« Cette affectation est destinée à l'aménagement et la gestion d'un chenal, d'une marina, d'un centre artisanal, d'un terrain multisports, d'une salle de musculation et de vestiaires. »

Art. 2.— Les projets devront être réalisés dans un délai de trois ans à compter de la publication du présent arrêté, sous peine de caducité de l'affectation.

Art. 3.— Le ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 février 2014.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre
du logement, des affaires foncières,
de l'économie numérique
et de l'artisanat,
Marcel TUIHANI.*

ARRETE n° 238 CM du 11 février 2014 autorisant la direction des affaires foncières à procéder à la démolition de la maison d'habitation implantée sur la parcelle domaniale, cadastrée section AN n° 161, sise commune de Paea.

NOR : DAF1420005AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'acte notarié d'acquisition par la Polynésie française de la propriété bâtie cadastrée section AN n° 161 de 607 mètres carrés, sise commune de Paea, appartenant à M. Chao On dit Charles Young Pine et Mme Teura Maopi son épouse, transcrit le 13 mai 2004, volume 2888 n° 6 ;

Vu la lettre de demande de Mme Teura Maopi épouse Young Pine du 5 novembre 2013 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 février 2014,

Arrête :

Article 1er.— La direction des affaires foncières est autorisée à procéder à la démolition de la maison d'habitation implantée sur la parcelle domaniale, cadastrée section AN, n° 161, sise commune de Paea.

Art. 2.— Le ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 février 2014.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre
du logement, des affaires foncières,
de l'économie numérique
et de l'artisanat,*
Marcel TUIHANI.

ARRETE n° 239 CM du 11 février 2014 portant affectation d'une emprise de 268 mètres carrés à détacher de la parcelle cadastrée commune de Bora Bora, commune associée de Nunue, section AR n° 108, au profit de la commune de Bora Bora.

NOR : DAF1420016AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la lettre n° ML 20198 JUR/GTS/ML du 27 septembre 2013 de la commune de Bora Bora ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 février 2014,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre du projet de développement du tourisme nautique aux îles Sous-le-Vent, est affectée au profit de la commune de Bora Bora, une emprise de 268 mètres carrés à détacher de la parcelle cadastrée commune de Bora Bora, commune associée de Nunue, section AR n° 108.

Tel que le tout figure sur le plan détenu par la direction des affaires foncières - division "gestion du domaine".

Art. 2.— Cette affectation est destinée à l'implantation de trois bornes à eau potable, d'un local fermé pour la collecte des déchets et le stationnement d'une station mobile de récupération d'eaux usées. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois années sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3.— Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 4.— La commune de Bora Bora, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 5.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

Art. 6.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 7.— Le ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 février 2014.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre
du logement, des affaires foncières,
de l'économie numérique
et de l'artisanat,*
Marcel TUIHANI.

ARRETE n° 240 CM du 11 février 2014 portant affectation de divers emplacements du domaine public maritime, sis commune de Huahine, commune associée de Fare, au profit de la commune de Huahine.

NOR : DAF1420016AC-2

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accèsion à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la lettre n° 65923 CH/2013 du 27 septembre 2013 de la commune de Huahine ;

Vu la lettre n° 2652 MET/DPAM du 21 octobre 2013 de la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 février 2014,

Arrête :

Article 1er. — Dans le cadre du projet de développement du tourisme nautique aux îles Sous-le-Vent, sont affectés au profit de la commune de Huahine, cinq emplacements du domaine public maritime sis commune de Huahine, commune associée de Fare. Les coordonnées GPS de ces emplacements sont les suivants :

Matricule	Latitude	Longitude
B1	16°42.8334 S	151°02.2368 O
B2	16°42.8112 S	151°02.2704 O
B3	16°42.7866 S	151°02.3048 O
B4	16°42.7619 S	151°02.3409 O
B5	16°42.7381 S	151°02.3794 O

Et tel que le tout figure sur les plans et cartes marines joints à la demande de l'intéressée et détenus par la direction des affaires foncières - division "gestion du domaine".

Art. 2. — Cette affectation est destinée à l'implantation et l'entretien de corps-morts. Ces corps-morts sont destinés exclusivement à l'amarrage de navires de plaisance (voiliers et yachts) séjournant temporairement. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3. — Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire

devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 4. — La commune de Huahine, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 5. — Les autorisations ou conventions d'occupation temporaires octroyées par l'affectataire devront fixer les prescriptions relatives à la protection de l'environnement et notamment mentionner l'obligation faite aux occupants de respecter la réglementation relative à l'hygiène des eaux usées ("eaux grises et noires"). L'affectataire devra s'assurer du respect de ces obligations.

Art. 6. — L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

Art. 7. — Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 8. — Le ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accèsion à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 février 2014.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre
du logement, des affaires foncières,
de l'économie numérique
et de l'artisanat,
Marcel TUIHANI.*

ARRETE n° 241 CM du 11 février 2014 portant affectation de divers emplacements du domaine public maritime, sis commune de Maupiti, au profit de la commune de Maupiti.

NOR : DAF1420016AC-3

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accèsion à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les lettres n° 99-12 Cne/MAU et 42-13 Cne/MAU du 26 septembre 2013 de la commune de Maupiti ;

Vu la lettre n° 2652 MET/DPAM du 21 octobre 2013 de la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 février 2014,

Arrête :

Article 1er. — Dans le cadre du projet de développement du tourisme nautique aux îles Sous-le-Vent, sont affectés au profit de la commune de Maupiti, quatre emplacements du domaine public maritime sis commune de Maupiti, comme suit :

- une zone maritime d'une superficie de 220 mètres carrés (comprenant un ponton flottant d'une superficie de 26 mètres carrés) située en face du remblai, cadastré commune de Maupiti, section AB n° 20 ;
- et trois emplacements destinés à la pose de trois corps-morts pour l'amarrage des voiliers et yachts de passage, dont les coordonnées GPS sont les suivantes :

Matricule	Latitude	Longitude
B1	16°26.8434 S	152°14.7210 O
B2	16°26.8220 S	152°14.6800 O
B3	16°26.7998 S	152°14.6365 O

Et tel que le tout figure sur les plans et cartes marines joints à la demande de l'intéressée et détenus par la direction des affaires foncières - division "gestion du domaine".

Art. 2. — Cette affectation est destinée à l'implantation et l'entretien de corps-morts et d'un ponton. Ces corps-morts sont destinés exclusivement à l'amarrage de navires de plaisance (voiliers et yachts) séjournant temporairement. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3. — Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 4. — La commune de Maupiti, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 5. — Les autorisations ou conventions d'occupation temporaires octroyées par l'affectataire devront fixer les prescriptions relatives à la protection de l'environnement et notamment mentionner l'obligation faite aux occupants de respecter la réglementation relative à l'hygiène des eaux usées ("eaux grises et noires"). L'affectataire devra s'assurer du respect de ces obligations.

Art. 6. — L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

Art. 7. — Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 8. — Le ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 février 2014.

Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre

*du logement, des affaires foncières,
de l'économie numérique
et de l'artisanat,
Marcel TUIHANI.*

ARRETE n° 242 CM du 11 février 2014 portant affectation de divers emplacements du domaine public maritime, sis commune de Tahaa, au profit de la commune de Tahaa.

NOR : DAF1420016AC-4

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la lettre n° 780-2013 GEN/ME/AM du 27 septembre 2013 de la commune de Tahaa ;

Vu la lettre n° 2652 MET/DPAM du 21 octobre 2013 de la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 février 2014,

Arrête :

Article 1er. — Dans le cadre du projet de développement du tourisme nautique aux îles Sous-le-Vent, sont affectés au profit de la commune de Tahaa, trois emplacements du domaine public maritime sis commune de Tahaa. Les coordonnées GPS de ces emplacements sont les suivants :

Matricule	Latitude	Longitude
D1	16°34.8338 S	151°29.7696 O
D2	16°34.8338 S	151°29.7130 O
D3	16°34.8396 S	151°29.6589 O

Et tel que le tout figure sur les plans et cartes marines joints à la demande de l'intéressée et détenus par la direction des affaires foncières - division "gestion du domaine".

Art. 2. — Cette affectation est destinée à l'implantation et l'entretien de corps-morts. Ces corps-morts sont destinés exclusivement à l'amarrage de navires de plaisance (voiliers et yachts) séjournant temporairement. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3. — Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 4. — La commune de Tahaa, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 5. — Les autorisations ou conventions d'occupation temporaires octroyées par l'affectataire devront fixer les prescriptions relatives à la protection de l'environnement et notamment mentionner l'obligation faite aux occupants de respecter la réglementation relative à l'hygiène des eaux usées ("eaux grises et noires"). L'affectataire devra s'assurer du respect de ces obligations.

Art. 6. — L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

Art. 7. — Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 8. — Le ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 février 2014.

Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre
du logement, des affaires foncières,
de l'économie numérique
et de l'artisanat,
Marcel TUIHANI.

ARRETE n° 243 CM du 11 février 2014 portant affectation de plusieurs parcelles, cadastrées commune de Tahaa, communes associées de Tapuamu et de Faaaha, au profit de la commune de Tahaa.

NOR : DAF1420016AC-5

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la lettre n° 804-2013 SEC/ME/BN-bh du 3 octobre 2013 de la commune de Tahaa ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 février 2014,

Arrête :

Article 1er. — Dans le cadre du projet de développement du tourisme nautique aux îles Sous-le-Vent, sont affectées au profit de la commune de Tahaa, la terre Concession maritime, cadastrée commune de Tahaa, commune associée de Tapuamu, section TC n° 25, d'une superficie de 5 995 mètres carrés, et les constructions y édifiées, et une emprise de 200 mètres carrés à détacher du remblai édifié au droit de la parcelle cadastrée commune de Tahaa, commune associée de Faaaha, section BK n° 32.

Tel que le tout figure sur les extraits de plans cadastraux du 31 octobre 2013 détenus par la direction des affaires foncières - division "gestion du domaine".

Art. 2.— Cette affectation est destinée à l'implantation de deux abris d'accueil de 24 mètres carrés chacun. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois années sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3.— Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 4.— La commune de Tahaa, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 5.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

Art. 6.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 7.— Le ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 février 2014.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre
du logement, des affaires foncières,
de l'économie numérique
et de l'artisanat,
Marcel TUIHANI.*

ARRETE n° 244 CM du 11 février 2014 portant affectation de divers emplacements du domaine public maritime, sis commune de Taputapuatea, au profit de la commune de Taputapuatea.

NOR : DAF1420016AC-6

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les lettres n° 453-13 du 27 septembre 2013 et n° 454-13 du 30 septembre 2013 de la commune de Taputapuatea ;

Vu la lettre n° 2652 MET/DPAM du 21 octobre 2013 de la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 février 2014,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre du projet de développement du tourisme nautique aux îles Sous-le-Vent, sont affectés au profit de la commune de Taputapuatea, cinq emplacements du domaine public maritime sis commune de Taputapuatea, comme suit :

- une zone maritime d'une superficie de 320 mètres carrés (comprenant un ponton flottant d'une superficie de 26 mètres carrés) située dans le prolongement du quai communal de la baie de Vairahi, face à la coopérative des pêcheurs ;
- et quatre emplacements destinés à la pose de quatre corps-morts pour l'amarrage des voiliers et yachts de passage, dont les coordonnées GPS sont les suivantes :

Matricule	Latitude	Longitude
C1	16°50.0840 S/15	151°22.0791 O
C2	16°50.0734 S/15	151°22.0192 O
C3	16°50.6871 S/15	151°21.7233 O
C4	16°50.6879 S	151°21.6537 O

Et tel que le tout figure sur les plans et cartes marines joints à la demande de l'intéressée et détenus par la direction des affaires foncières - division "gestion du domaine".

Art. 2.— Cette affectation est destinée à l'implantation et l'entretien de corps-morts et d'un ponton. Ces corps-morts sont destinés exclusivement à l'amarrage de navires de plaisance (voiliers et yachts) séjournant temporairement. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3.— Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 4.— La commune de Taputapuatea, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de

gardiennage, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 5.— Les autorisations ou conventions d'occupation temporaires octroyées par l'affectataire devront fixer les prescriptions relatives à la protection de l'environnement et notamment mentionner l'obligation faite aux occupants de respecter la réglementation relative à l'hygiène des eaux usées ("eaux grises et noires"). L'affectataire devra s'assurer du respect de ces obligations.

Art. 6.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

Art. 7.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 8.— Le ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 février 2014.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre
du logement, des affaires foncières,
de l'économie numérique
et de l'artisanat,*
Marcel TUIHANI.

ARRETE n° 245 CM du 11 février 2014 portant affectation d'une emprise de 41 mètres carrés à détacher de la parcelle cadastrée commune de Uturoa, section AD n° 311, au profit de la commune de Uturoa.

NOR : DAF1420016AC-7

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2103 MU du 26 septembre 2013 de la commune de Uturoa ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 février 2014,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre du projet de développement du tourisme nautique aux îles Sous-le-Vent, est affectée au profit de la commune de Uturoa, une emprise de 41 mètres carrés à détacher de la parcelle cadastrée commune de Uturoa, section AD n° 311.

Tel que le tout figure sur le plan détenu par la direction des affaires foncières - division "gestion du domaine".

Art. 2.— Cette affectation est destinée à l'implantation d'un passage pour une canalisation de diamètre 40, d'un câble d'alimentation électrique, de quatre bornes à eau potable et d'un local pour la collecte des déchets. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois années sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3.— Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 4.— La commune de Uturoa, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 5.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

Art. 6.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 7.— Le ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 février 2014.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre
du logement, des affaires foncières,
de l'économie numérique
et de l'artisanat,*
Marcel TUIHANI.

ARRETE n° 246 CM du 12 février 2014 autorisant l'implantation d'un réseau électrique souterrain sur la parcelle de terre cadastrée commune de Pirae, section N n° 93 au profit de la société Pacific Mobile Telecom.

NOR : DAF1320011AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu les courriers des 11 et 30 juillet 2013 de la société Vodafone et le plan joint ;

Vu le compte rendu de visite n° 3674 MLA/DAF/DOM du 2 août 2013 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 5 septembre 2013 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 février 2014,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée l'implantation d'un réseau électrique souterrain, au profit de la société Pacific Mobile Telecom sur la parcelle de terre cadastrée commune de Pirae, section N n° 93.

Telle que ladite parcelle figure sur l'extrait de plan cadastral en date du 24 septembre 2013 détenu par la direction des affaires foncières.

Art. 2.— Le tracé de l'implantation est celui qui figure au plan joint à la demande de l'intéressée.

Art. 3.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'une convention entre la Polynésie française et le représentant de la société bénéficiaire fixant les modalités de l'occupation.

Art. 4.— La présente autorisation sera caduque dès lors que la convention y afférente n'aura pas été signée dans un délai de six (6) mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 5.— La présente autorisation est consentie pour une période de neuf (9) années consécutives à compter de la date de signature de la convention susvisée moyennant un loyer annuel d'un montant de *soixante et onze mille neuf cent huit francs pacifiques* (71 908 F CFP).

Art. 6.— A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation, les installations, objet de la présente autorisation devront être enlevées par le bénéficiaire de l'autorisation, à ses frais, sauf avis contraire du conseil des ministres.

Art. 7.— La Polynésie française se réserve la faculté de mettre fin à la présente autorisation à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception, en observant un préavis de trois mois, en se fondant notamment sur un motif légitime et sérieux, sur un motif d'intérêt général, ou si la Polynésie française met en œuvre un programme d'inscription de la zone dans un projet de résorption de l'habitat insalubre, de logements sociaux et intermédiaires.

Art. 8.— En aucun cas, la mise en œuvre de la faculté précitée n'ouvre droit à quelque indemnité au profit du bénéficiaire de la présente autorisation précaire.

Art. 9.— Le ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 2014.

Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre

*du logement, des affaires foncières,
de l'économie numérique
et de l'artisanat,
Marcel TUIHANI.*

CONVENTION n°...du... relative à l'autorisation d'implantation d'un réseau électrique souterrain sur la parcelle de terre cadastrée commune de Pirae, section N n° 93 au profit de la société Pacific Mobile Telecom.

NOR : DAF1320011C0

Entre :

La Polynésie française, représentée par Mme Tania Berthou, directrice des affaires foncières, agissant par délégation du ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement, en vertu de l'arrêté n° 3989 MLA du 30 mai 2013, ci-après désignée "La Polynésie française",

d'une part,

Et :

La société par actions simplifiée dénommée Pacific Mobile Telecom identifiée au répertoire des entreprises par le n° TAHITI 897983, BP 20653, 98713 Papeete, dont l'enseigne commerciale est Vodafone, représentée par M. Mourad Chabane, agissant en qualité de directeur de déploiement de réseau de la société Vodafone, ci-après désignée "Le bénéficiaire",

d'autre part,

Etant préalablement exposé que :

Par arrêté n° 246 CM du 12 février 2014, dont copie demeurera annexée aux présentes, le conseil des ministres dans sa séance du 5 février 2014 a autorisé l'implantation d'un réseau électrique souterrain sur la parcelle de terre cadastrée commune de Pirae, section N n° 93 au profit de la société Pacific Mobile Telecom.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — *Objet de la convention*

Par la présente convention, la Polynésie française autorise la société Pacific Mobile Telecom à implanter un réseau électrique souterrain ainsi que les équipements électriques associés sur la parcelle de terre cadastrée commune de Pirae section N n° 93, à des fins de distribution d'énergie électrique dans les conditions ci-après définies.

L'implantation et le trajet des installations figurent au plan référencé 00304-04, joint au dossier du bénéficiaire de la présente autorisation, et qui demeurera annexé aux présentes.

Cette autorisation est exclusivement destinée à l'implantation, l'exploitation et l'entretien d'un réseau électrique souterrain de distribution d'énergie électrique.

Art. 2. — *Durée*

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de neuf (9) années consécutives, à compter de la date de signature des présentes, au bénéficiaire qui accepte.

Art. 3. — *Charges et conditions*

Les demandes d'abattages d'arbres sont instruites par le bénéficiaire puis transmises à la direction des affaires foncières pour signature.

La Polynésie française autorise le bénéficiaire ou toute entreprise agréée par elle, quelle que soit l'heure et le jour à :

- accéder aux installations pour procéder ou faire procéder à toutes interventions, visites, réparations, changements, renforcements et opérations techniques sur ledit réseau électrique ;
- accéder aux installations pour procéder ou faire procéder aux élagages périodiques des branches d'arbres susceptibles d'occasionner des courts-circuits ou des défauts de fonctionnement sur le réseau.

Le bénéficiaire s'interdit de changer la destination des lieux sans l'accord écrit et préalable de la Polynésie française.

Le bénéficiaire prendra les lieux dans l'état où ils se trouveront le jour de l'entrée en jouissance. Il souffrira des servitudes passives, apparentes et occultes, continues ou discontinues, qui peuvent ou pourront grever la parcelle de terre sus-désignée.

Le bénéficiaire jouira des lieux en "bon père de famille". Il ne pourra rien faire ni laisser faire qui soit susceptible de détériorer les lieux ou de porter atteinte aux droits de propriété de la Polynésie française. Par ailleurs, le bénéficiaire s'engage à veiller à la bonne tenue des lieux et à éviter toute pollution qui serait nuisible à la salubrité et à l'esthétique des lieux et à limiter au maximum la gêne qui pourrait être occasionnée tant aux usagers qu'au voisinage.

Le bénéficiaire ne pourra en tout ou partie louer ou prêter les lieux qui en sont l'objet. Tout prêt, location ou tout autre acte portant sur les lieux seront nuls de plein droit.

Le bénéficiaire acquittera pendant toute la durée de la présente convention tous les droits, charges, éventuellement dues au titre de son activité.

Le bénéficiaire sera tenu de s'assurer contre les risques inhérents à son activité. Il sera tenu également de souscrire une assurance en responsabilité civile. Elle s'engage à maintenir les contrats d'assurance pendant toute la durée de la convention, à en payer régulièrement les primes et à en justifier le règlement à tout moment sur réquisition de la Polynésie française.

La responsabilité de la Polynésie française ne saurait être recherchée pour les dommages causés aux biens et aux personnes pendant la durée de la présente convention par les installations et interventions, objets des présentes.

La présente convention ne fait pas obstacle aux droits de la Polynésie française de prendre tout acte de gestion ou de disposition de la parcelle de terre cadastrée commune de Pirae, section N n° 93.

La Polynésie française pourra librement accéder aux lieux, aux fins de visites, ou pour toute autre raison.

Art. 4. — *Fin de la convention*

A l'échéance normale où à la rupture anticipée amiable, unilatérale ou judiciaire de la présente convention, la Polynésie française ne se substituera pas aux droits et obligations contractés par le bénéficiaire dans le cadre des conventions prises par ce dernier pour l'exécution des présentes.

Art. 5. — *Loyer*

La présente convention est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel (71 908 F CFP).

- soixante et onze mille neuf cent huit francs CFP (71 908 F CFP).

Le bénéficiaire s'engage à payer annuellement et d'avance, le premier terme le jour de la signature des présentes, et les suivants dans les cinq premiers jours à compter du début de chaque période de la présente convention, entre les mains du receveur-conservateur des hypothèques.

Art. 6. — *Renouvellement*

Le bénéficiaire aura la faculté de solliciter le renouvellement ou la prorogation de la présente autorisation par lettre en recommandée avec avis de réception en observant un délai de six (6) mois avant le terme.

Art. 7. — *Clause résolutoire*

Le bénéficiaire aura la faculté de faire cesser la présente convention à toute époque de l'année moyennant un préavis de trois mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La Polynésie française se réserve également la faculté de pouvoir résilier la présente convention en se fondant sur un motif légitime et sérieux ou sur un motif d'intérêt général, par lettre recommandée avec accusé de réception, en observant un préavis de six mois.

A défaut de paiement à son échéance exacte d'un seul terme de la redevance ou en cas d'inexécution de l'une quelconque des conditions de la convention qui sont toutes de rigueur, la présente convention sera résiliée de plein droit si bon semble à la Polynésie française, un mois après un simple commandement de payer ou d'exécuter resté infructueux et contenant déclaration par la Polynésie française de son intention d'user du bénéfice de la présente clause.

Il en sera de même en cas de faillite, liquidation judiciaire ou déconfiture du bénéficiaire ou en cas de dissolution de la société. Dans aucun cas les créanciers du bénéficiaire ne pourront exercer les droits de leurs débiteurs résultant des présentes. Dans les cas visés au présent alinéa la résiliation aura lieu huit jours après la notification par la Polynésie française à cet égard.

Mais la Polynésie française pourra toujours si elle le préfère ne pas invoquer la résiliation et réclamer et poursuivre l'exécution de la convention et des obligations du bénéficiaire.

Art. 8. — *Frais*

Tous les frais et droits d'enregistrement de l'acte et des documents y annexés seront à la charge du bénéficiaire.

Art. 9. — *Jugement des contestations*

Toutes les contestations qui surviendront à l'occasion de l'exécution de la présente convention seront soumises aux tribunaux de Papeete.

Art. 10. — *Election de domicile*

Pour la présente convention, les parties font élection de domicile à Pacific Mobile Telecom, BP 20653, 98713 Papeete, Tahiti, tél. : 54 28 28, fax. : 54 28 38.

Direction des affaires foncières, BP 114, 98713 Papeete, Tahiti, immeuble Te Fenua, rue Dumont-d'Urville, Orovini, tél. : 47 18 18, fax : 42 80 40.

Pour la Polynésie française :
La directrice des affaires foncières,
Tania BERTHOU.

Pour la SAS Tahiti Mobile Telecom :
Le directeur de déploiement
de réseau de Vodafone.
Mourad CHABANE.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 48 PR du 12 février 2014 autorisant l'implantation d'une station-service à enseigne Pacific à Punavai Plaine dans la commune de Punaauia.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 19-2013 APF/SG du 17 mai 2013 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 97-128 APF du 24 juillet 1997 réglementant l'implantation des stations de distribution de carburant ;

Vu l'arrêté n° 842 CM du 21 août 1997 modifié fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la commission d'implantation des stations de distribution de carburants ;

Vu le dossier de demande d'autorisation d'implantation d'une station de distribution de carburants Pacific à Punavai Plaine en date du 23 octobre 2013 ;

Vu l'avis favorable émis par la commission d'implantation des stations de distribution de carburants lors de sa réunion du 28 janvier 2014, mentionné au compte rendu de réunion,

Arrête :

Article 1er. — La société Pacific Pétroleum & Services est autorisée à implanter une station-service dénommée Station Pacific Punavai Plaine à usage terrestre dans la commune de Punaauia.

Ce projet devra être réalisé dans un délai d'un an sous peine de caducité de la présente autorisation.

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire de l'obtention de l'autorisation délivrée au titre des installations classées et de l'autorisation de travaux immobiliers.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 2014.
Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 49 PR du 12 février 2014 autorisant l'implantation d'une station-service à enseigne Pacific dans la commune de Uturoa à Raiatea.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 19-2013 APF/SG du 17 mai 2013 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 97-128 APF du 24 juillet 1997 réglementant l'implantation des stations de distribution de carburant ;

Vu l'arrêté n° 842 CM du 21 août 1997 modifié fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la commission d'implantation des stations de distribution de carburants ;

Vu le dossier de demande d'autorisation d'implantation d'une station de distribution de carburants enregistrée au service des énergies sous le numéro n° 616 SDE du 24 mai 2013 et complété le 11 octobre 2013 ;

Vu l'avis favorable émis par la commission d'implantation des stations de distribution de carburants lors de sa réunion du 28 janvier 2014, mentionné au compte-rendu de réunion,

Arrête :

Article 1er.— L'EURL Raiatea Invest est autorisée à implanter une station-service à enseigne Pacific dénommée Station Hava'i à usage terrestre dans la commune de Uturoa à Raiatea.

Ce projet devra être réalisé dans un délai d'un an sous peine de caducité de la présente autorisation.

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire de l'obtention de l'autorisation délivrée au titre des installations classées et de l'autorisation de travaux immobiliers.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 2014.
Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 50 PR du 12 février 2014 portant nomination des représentants des organisations professionnelles et de leurs suppléants composant la commission consultative de la perliculture.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 19-2013 APF/SG du 17 mai 2013 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 854 CM du 25 juin 2002 modifié fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission consultative de la perliculture,

Arrête :

Article 1er.— Le nombre de sièges suivants est attribué à chaque organisation professionnelle :

- Syndicat professionnel des producteurs de perles : 1 siège ;
- GIE Poe O Tahiti Nui : 1 siège ;
- GIE Poe Rava Nui : 1 siège ;
- Syndicat des petits et moyens producteurs de perles de Tahiti : 1 siège ;
- GIE Poe O Rikitea : 1 siège.

Art. 2.— Les personnes dont les noms suivent sont nommées membres de la commission consultative de la perliculture :

- Syndicat professionnel des producteurs de perles :
Représentante : Mme Aline Baldassari-Bernard ;
Suppléante : Mme Patricia Yu épouse Louis.
- GIE Poe O Tahiti Nui :
Représentante : Mme Elisabeth Moe ;
Suppléant : M. Francis Laine.
- GIE Poe Rava Nui :
Représentant : M. Alfred Martin ;
Suppléant : M. Benoit Urarii.
- Syndicat des petits et moyens producteurs de perles de Tahiti :
Représentant : M. Georges Mataoa ;
Suppléante : Mme Judy Mata.
- GIE Poe O Rikitea :
Représentant : M. Dominique Devaux ;
Suppléante : Mme Leilani Dor.

Art. 3.— L'arrêté n° 3265 PR du 8 juillet 2010 portant nomination des représentants des organisations professionnelles et de leurs suppléants composant la commission consultative de la perliculture est abrogé.

Art. 4.— Le ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 2014.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre
des ressources marines,
des mines et de la recherche,
Tearii ALPHA.*

ARRETE n° 52 PR du 12 février 2014 modifiant l'arrêté n° 456 PR du 21 mai 2012 portant nomination des membres du comité technique paritaire central de la direction des ressources marines et minières et de l'Institut de formation maritime, pêche et commerce.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 19-2013 APF/SG du 17 mai 2013 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 394 PR du 17 mai 2013 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé, de la protection sociale généralisée et de la fonction publique, chargé de la prévention, de la réforme de l'administration et de la lutte contre la toxicomanie et l'alcoolisme ;

Vu l'arrêté n° 389 PR du 17 mai 2013 constatant la qualité d'ordonnateur du vice-président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3956 VP du 21 mai 2013 modifié portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-216 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant organisation et fonctionnement des organismes consultatifs dans la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1688 CM du 4 novembre 2011 modifié portant création des comités techniques paritaires des services et établissements publics administratifs de la Polynésie française et organisation des élections des représentants du personnel en leur sein ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et minières et précisant ses missions ;

Vu le procès-verbal de l'élection des représentants du personnel au comité technique paritaire central créé auprès de la direction des ressources marines et minières et de l'Institut de formation maritime, pêche et commerce du 9 février 2012 ;

Vu l'arrêté n° 456 PR du 21 mai 2012 portant nomination des membres du comité technique paritaire central de la direction des ressources marines et minières et de l'Institut de formation maritime, pêche et commerce ;

Vu l'arrêté n° 5235 MEF/DGRH du 6 juillet 2012 portant changement d'affectation de Mme Elvina Auch épouse Marere, adjoint administratif 5e échelon, en fonction à l'Institut de formation, maritime-pêche et commerce ;

Vu l'arrêté n° 6370 VP du 27 août 2013 portant transfert du poste budgétaire n° 6987 et affectation de M. Hervé Bichet, vétérinaire de 1re classe 5e échelon, de la direction des ressources marines et minières vers le service du développement rural,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 456 PR du 21 mai 2012 susvisé, en ce qu'elles concernent la nomination des représentants de l'administration titulaires et suppléants du comité technique paritaire central de la direction des ressources marines et minières et de l'Institut de formation, maritime-pêche et commerce, sont ainsi rédigées :

“En qualité de représentants de l'administration :

Titulaires :

- M. (Mme) le(la) directeur(trice) des ressources marines et minières, *président(e)* ;
- M. Alain Santoni, chargé d'assurer la présidence du comité en cas d'absence du (de la) président(e) ;
- M. Arsène Stein, chargé d'assurer le secrétariat permanent du comité ;
- Mme Vaiana Clark, *membre*.

Suppléants :

- Mme Angélique Tsing épouse Fougereuse ;
- M. Cédric Ponsonnet ;
- M. Yves Kellermann ;
- M. Daniel Lejeune.”

Art. 2. — Le ministre de la santé, de la protection sociale généralisée et de la fonction publique, chargé de la prévention, de la réforme de l'administration et de la lutte contre la toxicomanie et l'alcoolisme, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 2014.
Gaston FLOSSE.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la santé,
de la protection sociale généralisée
et de la fonction publique,
Béatrice CHANSIN.*

VICE-PRESIDENCE

ARRETE n° 1411 VP du 11 février 2014 portant autorisation d'organiser une tombola au profit de l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre de l'école et du collège Notre-Dame-des-Anges à Faa'a.

Le vice-président, ministre de l'économie, des finances, du budget et du travail, chargé des entreprises et de l'industrie, de la promotion des exportations, de la lutte contre la vie chère et du dialogue social,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 390 PR du 17 mai 2013 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre de l'économie, des finances, du budget et du travail, chargé des entreprises et de l'industrie, de la promotion des exportations, de la lutte contre la vie chère et du dialogue social ;

Vu la délibération n° 99-164 APF du 30 septembre 1999 modifiée portant réglementation des tombolas organisées dans un but social, culturel, scientifique, éducatif ou sportif ;

Vu la demande présentée par Mme Teremuura Kohumoetini-Rurua présidente de l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre de l'école et du collège Notre-Dame-des-Anges reçue le 24 janvier 2014 et complétée le 28 janvier 2014,

Arrête :

Article 1er. — L'association des parents d'élèves de l'enseignement libre de l'école et du collège Notre-Dame-des-Anges à Faa'a représentée par Mme Teremuura Kohumoetini-Rurua, dont le siège social est situé à Faa'a, PK 5 côté montagne, BP 6003 Faa'a, est autorisée à organiser une tombola au capital d'émission de 2 000 000 F CFP, composée de 20 000 billets à 100 F CFP l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois, le 26 avril 2014, à son siège social.

Art. 2. — Le bénéfice de cette autorisation ne peut être cédé aux tiers.

Art. 3. — Le produit de la tombola, sous réserve d'une déduction maximum de 5 % du capital d'émission consacré à l'achat de matériel pédagogique pour l'école et le collège NDA.

Art. 4. — Les lots sont les suivants :

1er lot	1 billet A/R Papeete-Auckland, acheté	77 387 F CFP
2e lot	1 machine à laver 5 kg, offerte par l'établissement Manhein	68 000 F CFP
3e lot	1 micro-ondes, offert par l'établissement Manhein	30 000 F CFP
4e lot	1 tablette 9 pouces android 4,2 1,6 GHZ quadcore retina, achetée	20 436 F CFP
5e lot	1 caméra HD Sport "gotop", achetée	20 436 F CFP
6e lot	1 robe, offerte par Maruia création	15 000 F CFP
7e lot	1 Tifaifai, offert	15 000 F CFP
8e lot	1 nuit en bungalow à Moorea, offerte par Fare Nani	10 100 F CFP
9e lot	1 nuitée à l'hôtel Kaveka Moorea, offerte par le "Kaveka"	10 000 F CFP
10e lot	1 bon vestimentaire d'une valeur de 10 000 F CFP, offert	10 000 F CFP
11e lot	1 caméra Wifi Full HD avec télécommande, achetée	9 682 F CFP
12e lot	1 bon vestimentaire d'une valeur de 10 000 F CFP, offert	10 000 F CFP
13e lot	1 tablette enfant 7 pouces android 4,2 1 GHZ, achetée	8 099 F CFP
14e lot	1 paquet de vanille de Tahiti de 300g, offert	7 500 F CFP
15e lot	1 tablette enfant 7 pouces android 4,2 1 GHZ, achetée	8 099 F CFP
16e lot	1 caméra sport Wifi, achetée	6 578 F CFP
17e lot	1 vini, offert par l'OPT	3 900 F CFP
18e lot	1 chambala, offert	3 000 F CFP
19e lot	1 vini offert par l'OPT	3 900 F CFP
20e lot	1 chambala, offert	3 000 F CFP
Total des lots achetés		150 717 F CFP
Total des lots offerts		189 400 F CFP
Total des lots (achetés et offerts)		340 117 F CFP

Art. 5. — Le quart du montant total des lots, soit la somme de 85 030 F CFP doit être versé à la paierie de la Polynésie française avant toute impression de billets de loterie. Le solde, soit la somme 255 087 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française au plus tard 10 jours avant le tirage, soit le 16 avril 2014.

Art. 6. — Les billets sont numérotés de façon continue et conditionnés en carnets de dix billets. Chaque billet doit comporter :

- la dénomination de la personne morale organisatrice ;
- l'adresse du siège social ;
- le numéro et la date du présent arrêté ;
- la date et le lieu du tirage ;
- le montant du capital d'émission autorisé ;
- le prix du billet ;
- le nombre des lots et la désignation des principaux d'entre eux ;
- l'obligation, pour les vendeurs, de remettre ou de faire parvenir aux organisateurs de la loterie, 2 heures au moins avant le tirage, le produit de leur vente ainsi que les billets invendus ;
- l'obligation pour les gagnants, de retirer leurs lots dans le délai de 4 mois à compter de la publication des résultats du tirage (les lots non réclamés à l'expiration de ce délai seront acquis de plein droit à l'organisateur).

Art. 7. — Avant toute émission, le libellé des billets prévu à l'article 6 doit être approuvé par le directeur des affaires économiques. A cet effet, une épreuve d'imprimé lui est adressée avant l'impression définitive.

Le bon à tirer n'est délivré que sur présentation du reçu du payeur de la Polynésie française attestant que la somme de 255 087 F CFP a été versée.

La délivrance du bon à tirer ne permet plus de modifier le libellé des billets.

Aucun retrait de fonds ne peut être effectué avant le tirage.

Art. 8. — Les vendeurs de billets sont tenus de remettre ou de faire parvenir aux organisateurs de la loterie, deux heures au moins avant le tirage, le produit de leur vente ainsi que les billets invendus. Il leur est interdit de garder par-devers eux des billets qu'ils n'ont pas vendus, faute de quoi ils doivent les rembourser aux organisateurs.

En aucun cas, les organisateurs de la tombola ne peuvent se porter acquéreurs des billets invendus.

Art. 9. — Le tirage aura lieu en une seule fois à la date fixée par l'arrêté d'autorisation. Il sera effectué en public en présence d'un huissier chargé de constater la régularité des opérations prévues au présent arrêté.

Avant le tirage, l'huissier doit être en possession des billets invendus remis par les organisateurs.

Tout billet invendu, dont le numéro sort au tirage, est immédiatement annulé et il est procédé à un nouveau tirage jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé.

Tous les billets invendus sont remis à la présidente de l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre de l'école et du collège Notre-Dame-des-Anges à Faa'a qui doit les garder pendant 1 an à partir de la date du tirage.

Art. 10.— Dans les 2 mois suivant la date du tirage, les résultats doivent obligatoirement être publiés par les organisateurs au *Journal officiel* de la Polynésie française et faire l'objet d'un communiqué dans la presse écrite.

Art. 11.— Le directeur des affaires économiques fait procéder à la mainlevée de la caution dès réception des pièces suivantes :

- le procès-verbal de tirage effectué sous contrôle d'huissier ;
- la liste des lots et les numéros gagnants correspondants ainsi que l'identité du bénéficiaire ;
- le compte-rendu financier de l'opération comprenant l'affectation des bénéfices ;
- l'extrait du *Journal officiel* de la Polynésie française contenant le communiqué des résultats du tirage.

Art. 12.— Si l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre de l'école et du collège Notre-Dame-des-Anges à Faa'a pour raison dûment motivée, présente une demande de report de date de tirage, celle-ci ne pourra être instruite que si l'obligation du dépôt du montant des lots prévue à l'article 5 du présent arrêté aura été accomplie.

Art. 13.— En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre de l'école et du collège Notre-Dame-des-Anges à Faa'a ne sera plus autorisé à organiser une nouvelle tombola.

Art. 14.— Le présent arrêté sera notifié à la présidente de l'association des parents d'élèves de l'enseignement libre de l'école et du collège Notre-Dame-des-Anges à Faa'a et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 février 2014.
Nuihau LAUREY.

**MINISTÈRE DU TOURISME,
DE L'ÉCOLOGIE, DE LA CULTURE
ET DES TRANSPORTS AÉRIENS**

ARRETE n° 1377 MTE du 11 février 2014 complétant et modifiant l'arrêté n° 4390 MTE du 21 juin 2013 modifié portant délégation de signature à M. Jean-Christophe Shigetomi, directeur de l'aviation civile.

Le ministre du tourisme, de l'écologie, de la culture et des transports aériens,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 391 PR du 17 mai 2013 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, de l'écologie, de la culture et des transports aériens ;

Vu l'arrêté n° 331 CM du 20 février 2008 relatif à la direction de l'aviation civile ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 796 CM du 13 juin 2013 portant nomination de M. Jean-Christophe Shigetomi en qualité de directeur de l'aviation civile ;

Vu l'arrêté n° 4390 MTE du 21 juin 2013 modifié portant délégation de signature à M. Jean-Christophe Shigetomi, directeur de l'aviation civile ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 4390 MTE du 21 juin 2013 modifié portant délégation de signature à M. Jean-Christophe Shigetomi, directeur de l'aviation civile est complété comme suit :

1° Il est ajouté au "1 - En matière de gestion du personnel" de l'article 1er deux alinéas ainsi rédigés :

- 1.9 Conventions de stage ;
- 1.10 Attestations de service non fait.

2° Il est ajouté au "2 - En matière de gestion des crédits" de l'article 1er l'alinéa suivant :

2.3 Déclaration de trafic, coûts et produits pour le financement des missions de sécurité par la taxe d'aéroport.

3° Il est ajouté au "3 - En matière de gestion du domaine public aéroportuaire" de l'article 1er deux alinéas ainsi rédigés :

- 3.3 Consignes d'utilisation des installations par les usagers ;
- 3.3 Conventions de raccordement aux réseaux des aéroports.

4° Il est ajouté au "5 - En matière de gestion aéroportuaire" de l'article 1er huit alinéas ainsi rédigés :

- 5.3 Actes relatifs au système de management/gestion de la sécurité ;
- 5.4 Protocoles et conventions liées à la gestion aéroportuaire, à la fourniture de données aéronautiques et statistiques ;
- 5.5 Etudes de sécurité ;
- 5.6 Demandes de publication de NOTAM (Notice To Airmen) ou notices d'information aéronautique ;
- 5.7 Décisions d'habilitation électrique ;
- 5.8 Consignes opérationnelles ;
- 5.9 Habilitations à la conduite sur piste ;
- 5.10 Factures de redevances aéronautiques.

Le reste sans changement.

Art. 2.— L'alinéa 5.1 est rédigé ainsi qu'il suit :

- 5.1 Actes relatifs à la gestion du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs (SSLIA), du service de prévention du péril animalier (SPPA), du service AFIS (Aérodrome Flight Information Services) et à l'exploitation des moyens de navigation aérienne.

Art. 3.— M. James Hoatua, chef de la cellule Maintenance technique, est habilité à signer, dans la limite de ses attributions, les correspondances définies au paragraphe 1.5 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée ainsi que les actes désignés aux alinéas 1.1, 1.2, 1.4 pour ce qui concerne les congés annuels dont la durée est inférieure à six (6) jours consécutifs et 2.1 jusqu'à concurrence de huit cent mille francs CFP (800 000 F CFP).

En cas d'absence ou d'empêchement de M. James Hoatua, les délégations mentionnées au présent article seront exercées par M. Teddy Oopa, adjoint au chef de la cellule maintenance technique.

Art. 4.— Le directeur de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 février 2014.
Geffry SALMON.

**MINISTÈRE DES RESSOURCES MARINES,
DES MINES ET DE LA RECHERCHE**

ARRETE n° 1382 MRM du 11 février 2014 portant délégation de signature du ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions à Mme Maryline Dal Farra, directrice par intérim de la direction des ressources marines et minières.

Le ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 392 PR du 17 mai 2013 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 196 CM du 29 janvier 2014 portant nomination de Mme Maryline Dal Farra, en qualité de directrice par intérim de la direction des ressources marines et minières ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Mme Maryline Dal Farra, directrice par intérim de la direction des ressources marines et minières,

est habilitée à signer au nom du ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions, les actes de gestion suivants :

1° Les actes courants et les correspondances de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984, notamment les paragraphes suivants :

- 1.1 - Les correspondances échangées entre la direction des ressources marines et minières et les services et établissements publics relevant du ministère, avec une ampliation pour le ministre ;
- 1.2 - Les correspondances échangées entre la direction des ressources marines et minières et les services et établissements publics relevant d'autres ministères, avec une ampliation pour le ministre ;
 - les correspondances adressées, en Polynésie française, aux administrations de l'Etat, des communes et des établissements publics. Une copie devra être systématiquement adressée au haut-commissaire de la République en précisant le service destinataire et avec une ampliation pour le ministre ;
 - les correspondances adressées aux usagers du service pour l'instruction de dossiers intéressant ces usagers ;
 - les correspondances adressées aux organismes privés, tels que associations, syndicats, ordres, etc. avec une ampliation pour le ministre.

2° Les correspondances à caractère technique adressées aux services homologues extérieurs à la Polynésie française, avec ampliation pour le ministre.

3° Les actes suivants :

- a) Attestations d'activité liées au secteur des ressources marines ;
- b) Registres de consommation de gazole ;
- c) Agréments à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole destinés aux personnes physiques ;
- d) Demandes d'exonération des droits et taxes à l'importation ;
- e) Documents statistiques liés aux exportations et aux transbordements ;
- f) Conventions sans incidence financière liées au fonctionnement de la direction ;
- g) Contrats liés à l'entretien du service ;
- h) Marchés et autres conventions relatives aux dépenses de la direction d'un montant inférieur ou égal à cinq cent mille francs CFP (500 000 F CFP) ;
- i) Arrêté octroyant une indemnité dans le cadre de la procédure prévue par l'arrêté n° 1027 CM du 17 novembre 2005 modifié fixant les conditions d'indemnisations des rebuts par le service de la perliculture en application de la délibération n° 2005-42 APF du 4 février 2005 portant définition des produits tirés de l'activité de la perliculture en Polynésie française et fixation des règles relatives à la classification, à la commercialisation et aux formalités d'exportation de la perle de culture de Tahiti, des ouvrages et des articles de bijouterie en comportant ;
- j) Autorisations de transfert interinsulaire de naissains d'huîtres nacrées de l'espèce "*Pinctada margaritifera*" ;
- k) Attestations d'exportation de coquilles d'huîtres nacrées de l'espèce "*Pinctada margaritifera*" ;
- l) Avis relatifs aux greffeurs étrangers.

4° Les actes suivants relevant de la gestion des ressources humaines placées sous son autorité :

- a - Gestion interne des moyens du service ;
- b - Certificats de travail, certificats de prise de fonction ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- c - Congés de toute nature (à l'exclusion des congés administratifs), accidents du travail, repos compensatoire et permissions exceptionnelles ;
- d - Sanctions disciplinaires du premier groupe (avertissements et blâmes) ;
- e - Notation du personnel ;
- f - Propositions de bonification ou de réduction pour les avancements d'échelons.

5° Les actes d'engagements, de liquidations des recettes et des dépenses, de certification du service fait et toutes pièces justificatives relatives aux dépenses imputées sur les crédits du budget de la Polynésie française qui sont attribués au service.

6° Les ordres de déplacement pour les missions ainsi que les réquisitions de passage et de bagages correspondantes à l'intérieur de la Polynésie française, pour les agents du service, les stagiaires du CMNP, ainsi que tout déplacement prévu dans le cadre d'une convention ou d'un marché de prestation de service et d'études passés avec des tiers.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement du directeur des ressources marines et minières, les délégations mentionnées dans le présent arrêté sont exercées par M. Alain Santoni ou, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain Santoni, par Mme Esther Lemoine ou par M. Arsène Stein.

Art. 3. — Des délégations de signature sont accordées aux agents ci-dessous désignés, dans la limite de leurs attributions :

1° Cellule gestion et préservation des ressources

M. Arsène Stein, chef de la cellule gestion et préservation des ressources reçoit délégation de signature pour les documents de gestion suivants :

- a) Demandes d'exonération des droits et taxes à l'importation ;
- b) Registres de consommation gazole ;
- c) Attestations de dépôt des demandes de licence de pêche et de carte de producteur d'huîtres perlières et de perles de culture de Tahiti.

En cas d'absence de M. Arsène Stein délégation est donnée à M. Fabien Tertre.

2° Cellule contrôle de la qualité de la perle

Mlle Vaihere Mooria, chef de la cellule contrôle de la qualité de la perle reçoit délégation de signature pour les documents de gestion suivants :

- a) Contrôle de la qualité des perles de culture de Tahiti ;
- b) Contrôle des exportations de coquilles d'huîtres perlières de l'espèce "*Pinctada margaritifera*" ;
- c) Actes relatifs à la carte de négociant en perles de culture de Tahiti.

En cas d'absence de Mlle Vaihere Mooria, délégation est donnée à M. Pascal Tchen Ping Lei.

3° Centre des métiers de la nacre et de la perliculture, unité de formation

Mme Rosita Leduc, chef de l'unité de formation du Centre des métiers de la nacre et de la perliculture reçoit délégation de signature pour les documents de gestion relevant de la formation.

4° M. Philippe Choune reçoit délégation de signature pour les correspondances et documents de gestions suivants :

- a) Correspondances avec copie au directeur adressées aux usagers des îles Sous-le-Vent relatives aux demandes d'informations complémentaires nécessaires à l'instruction des dossiers les concernant ;
- b) Correspondances avec copie au directeur adressées aux administrations, aux associations et syndicats de pêcheurs des îles Sous-le-Vent concernant la diffusion d'informations relatives au secteur de la pêche ou l'organisation de réunions ;
- c) Avis technique relatif aux demandes d'occupation temporaire du domaine public maritime concernant les îles Sous-le-Vent ;
- d) Registres de consommation de gazole après vérification par la cellule gestion préservation des ressources ;
- e) Attestations de dépôt de demande de carte de producteur d'huîtres perlières et de perles de culture de Tahiti ;
- f) Repos compensatoires d'une durée maximale de 5 jours des agents placés sous son autorité.

Art. 4. — La directrice des ressources marines et minières est chargée de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 février 2014.
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 1383 MRM du 11 février 2014 portant abrogation de l'arrêté n° 5123 MRM du 3 juillet 2012 accordant à M. Geoffroy Teheuravaiohata Teuru le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 392 PR du 17 mai 2013 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5181 MRM du 17 juillet 2013 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière prévue par la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu la demande d'annulation de M. Geoffroy Teheuravaiotaha Teuru en date du 9 janvier 2014,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 5123 MRM du 3 juillet 2012 accordant à M. Geoffroy Teheuravaiotaha Teuru le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé "Taputea Tahī", immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4530, est abrogé.

Art. 2.— Le ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Geoffroy Teheuravaiotaha Teuru et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 février 2014.
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 1384 MRM du 11 février 2014 portant abrogation de l'arrêté n° 142 MPA du 7 novembre 2008 accordant à M. Hugues Tuterarii Lucas le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 392 PR du 17 mai 2013 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée, relative à l'exploitation des ressources vivantes de

la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5181 MRM du 17 juillet 2013 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière prévue par la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu la demande d'annulation de M. Hugues Tuterarii Lucas en date du 9 janvier 2014,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 142 MPA du 7 novembre 2008 accordant à M. Hugues Tuterarii Lucas le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé "William III", immatriculé à Papeete sous le numéro PY 3664, est abrogé.

Art. 2.— Le ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Hugues Tuterarii Lucas et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 février 2014.
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 1385 MRM du 11 février 2014 portant abrogation de l'arrêté n° 195 MPA du 24 novembre 2008 accordant à M. Georges Ahnne le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 392 PR du 17 mai 2013 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée, relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5181 MRM du 17 juillet 2013 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière prévue par la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'acte de vente du navire Heiau 4 en date du 12 juillet 2013,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 195 MPA du 24 novembre 2008 accordant à M. Georges Ahnne le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé "Heiau 4", immatriculé à Papeete sous le numéro PY 3893, est abrogé.

Art. 2.— Le ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Georges Ahnne et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 février 2014.
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 1386 MRM du 11 février 2014 portant abrogation de l'arrêté n° 399 MER/SPE du 21 août 2006 accordant à M. Jean-Dominique Joseph Ariitu Boosie le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 392 PR du 17 mai 2013 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée, relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5181 MRM du 17 juillet 2013 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière prévue par la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu la demande d'annulation de M. Jean-Dominique Joseph Ariitu Boosie en date du 27 janvier 2014,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 399 MER/SPE du 21 août 2006 accordant à M. Jean-Dominique Joseph Ariitu Boosie le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé "Vahinetua IV", immatriculé à Papeete sous le numéro PY 3780, est abrogé.

Art. 2.— Le ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Dominique Joseph Ariitu Boosie et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 février 2014.
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 1387 MRM du 11 février 2014 portant abrogation de l'arrêté n° 9289 MRM du 14 décembre 2012 accordant à M. Teroonuiatea Etienne Ravetupu le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 392 PR du 17 mai 2013 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée, relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5181 MRM du 17 juillet 2013 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière prévue par la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu la demande d'annulation de M. Teroonuiatea Etienne Ravetupu en date du 14 janvier 2014,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 9289 MRM du 14 décembre 2012 accordant à M. Teroonuiatea Etienne Ravetupu le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé "Raitearii IV", immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4551, est abrogé.

Art. 2. — Le ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Teroonuiatea Etienne Ravetupu et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 février 2014.
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 1388 MRM du 11 février 2014 portant abrogation de l'arrêté n° 2284 MRM du 3 juin 2009 accordant à M. Léonore Arii Ernest Adams le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 392 PR du 17 mai 2013 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée, relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5181 MRM du 17 juillet 2013 portant nomination des membres représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière prévue par la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu la demande d'annulation de M. Léonore Arii Ernest Adams en date du 20 janvier 2014,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 2284 MRM du 3 juin 2009 accordant à M. Léonore Arii Ernest Adams le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé "Hotutea II", immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4000, est abrogé.

Art. 2. — Le ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Léonore Arii Ernest Adams et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 février 2014.
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 1410 MRM du 11 février 2014 modifiant l'arrêté n° 623 MRM du 6 février 2013 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Herman Gustave Aririma Lancelle sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 306).

Le ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 392 PR du 17 mai 2013 modifié relatif aux attributions du ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 889 CM du 25 juin 2003 modifié relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 527 CM du 19 avril 2010 modifié réglementant l'octroi des autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ;

Vu l'arrêté n° 1296 CM du 29 août 2012 modifié fixant la procédure de recevabilité et d'instruction des demandes d'occupation du domaine public maritime pour l'exercice des activités de perliculture et précisant les conditions particulières d'exploitation inhérentes à ces occupations ;

Vu l'arrêté n° 623 MRM du 6 février 2013 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Herman Gustave Aririma Lancelle sis à Manihi, commune de Manihi ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Manihi en date du 31 octobre 2013 ;

Vu la demande d'extension du nombre de lignes de collectage formulée par M. Herman Gustave Aririma Lancelle en date du 17 décembre 2013,

Arrête :

Article 1er. — Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 623 MRM du 6 février 2013 susvisé, sont modifiés ainsi qu'il suit :

“Art. 2. — L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 15 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 10 hectares.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la Caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cent quatre-vingt mille francs CFP* (180 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 15 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 30 000 F CFP ;
- sur la base de 10 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 150 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.”

Art. 2. — Le vice-président, ministre de l'économie, des finances, du budget et du travail, chargé des entreprises et de l'industrie, de la promotion des exportations, de la lutte contre la vie chère et du dialogue social, le ministre des ressources marines, des mines et de la recherche, chargé de la perliculture, de la pêche, de l'aquaculture et des relations avec les institutions, et le ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 février 2014.

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

Le ministre
des ressources marines,
des mines et de la recherche,
Tearii ALPHA.

Le ministre
du logement, des affaires foncières,
de l'économie numérique
et de l'artisanat,
Marcel TUIHANI.

**MINISTRE DU LOGEMENT,
DES AFFAIRES FONCIÈRES,
DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
ET DE L'ARTISANAT**

ARRETE n° 1462 MLA du 12 février 2014 portant prorogation des dispositions de l'arrêté n° 2673 MAA du 15 juin 2011 portant affectation de la parcelle de terre dépendant du domaine d'Atimaono cadastrée section AE n° 13 d'une superficie de 5 000 mètres carrés, sise commune de Teva I Uta appartenant à la Polynésie française au profit du ministère en charge de l'éducation et modification de l'arrêté n° 116 CM du 27 janvier 1986.

Le ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 393 PR du 17 mai 2013 modifié relatif aux attributions du ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 2004-34 du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 2673 MAA du 15 juin 2011 portant affectation de la parcelle de terre dépendant du domaine d'Atimaono cadastrée section AE n° 13 d'une superficie de 5 000 mètres carrés, sise commune de Teva I Uta appartenant à la Polynésie française au profit du ministère en charge de l'éducation et modification de l'arrêté n° 116 CM du 27 janvier 1986 ;

Vu la lettre n° 1327 MEE du 20 septembre 2013,

Arrête :

Article 1er. — Sont prorogées pour une durée de six (6) ans, les dispositions de l'arrêté n° 2673 MAA du 15 juin 2011 portant affectation de la parcelle de terre dépendant du domaine d'Atimaono cadastrée section AE n° 13 d'une superficie de 5 000 mètres carrés, sise commune de Teva I Uta appartenant à la Polynésie française au profit du ministère en charge de l'éducation et modification de l'arrêté n° 116 CM du 27 janvier 1986.

Art. 2. — Le ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, chargé de la vie associative, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 2014.

*Le ministre
du logement, des affaires foncières,
de l'économie numérique
et de l'artisanat,
Marcel TUIHANI.*

*Le ministre de l'éducation,
de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,
Michel LEBOUCHER.*

ARRETE n° 1463 MLA du 12 février 2014 portant affectation de la terre domaine Atimaono lot A cadastrée commune de Teva I Uta, section de commune de Mataiea, section AE n° 12, au profit du ministère chargé de l'éducation.

Le ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 393 PR du 17 mai 2013 modifié relatif aux attributions du ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 2004-34 du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la lettre n° 1327 MEE du 20 septembre 2013,

Arrête :

Article 1er. — La terre domaine Atimaono lot A, cadastrée commune de Teva I Uta, section de commune de Mataiea, section AE n° 12, d'une superficie de 20 500 mètres carrés est affectée au profit du ministère en charge de l'éducation.

Telle qu'elle figure sur l'extrait de plan cadastral du 29 octobre 2013 détenu par la direction des affaires foncières - division "gestion du domaine".

Art. 2. — Cette affectation est destinée à l'implantation et à la gestion du collège de Teva I Uta. Ce projet devra être réalisé dans un délai de six (6) ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3. — La valeur comptable de la parcelle affectée est estimée à 205 000 000 F CFP, soit 10 000 F CFP le mètre carré.

Art. 4. — Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière.

Art. 5. — Le ministre en charge de l'éducation, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 7.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 8.— Il est constaté la caducité de l'arrêté n° 4819 VP du 6 août 2009 modifié portant affectation de la terre domaine Atimaono cadastrée section AE n° 12 d'une superficie de 2 hectares 50 ares, sise commune de Teva I Uta, section de commune de Mataiea, au profit du ministère en charge de l'éducation et modification de l'arrêté n° 116 CM du 27 janvier 1986 modifié.

Art. 9.— Le ministre du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique et de l'artisanat, chargé de l'accession à la propriété des logements sociaux et des remblais maritimes et de la communication, porte-parole du gouvernement, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, chargé de la vie associative, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 2014.

Le ministre
du logement, des affaires foncières,
de l'économie numérique
et de l'artisanat,
Marcel TUIHANI.

Le ministre de l'éducation,
de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,
Michel LEBOUCHER.

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ,
DE LA PROTECTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

ARRETE n° 1473 MSP du 12 février 2014 portant établissement du tableau d'avancement pour l'accès au grade de conseiller des services administratifs de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2012.

Le ministre de la santé, de la protection sociale généralisée et de la fonction publique, chargé de la prévention, de la réforme de l'administration, et de la lutte contre la toxicomanie et l'alcoolisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 394 PR du 17 mai 2013 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé, de la protection sociale généralisée et de la fonction publique, chargé de la prévention, de la réforme de l'administration et de la lutte contre la toxicomanie et l'alcoolisme ;

Vu l'arrêté n° 389 PR du 17 mai 2013 constatant la qualité d'ordonnateur du vice-président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3956 VP du 21 mai 2013 modifié portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-221 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de notation et d'avancement des fonctionnaires de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-226 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emploi des attachés d'administration de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu le compte-rendu n° 2781 MSP/DGRH/SGC du 7 février 2014 de la réunion de la commission administrative paritaire n° 1 compétente à l'égard des attachés d'administration du vendredi 8 novembre 2013,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et de l'article 17 de la délibération n° 95-226 AT du 14 décembre 1995 modifiée susvisées, est inscrit sur le tableau d'avancement pour l'accès au grade de conseiller des services administratifs de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2012, M. Guillaume Lardillier né le 25 septembre 1976.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à M. Guillaume Lardillier et publié au *Journal Officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 2014.

Béatrice CHANSIN.

ARRETE n° 1474 MSP du 12 février 2014 constatant l'absence de tableau d'avancement pour l'accès au grade de conseiller des services administratifs principal de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2012.

Le ministre de la santé, de la protection sociale généralisée et de la fonction publique, chargé de la prévention, de la réforme de l'administration, et de la lutte contre la toxicomanie et l'alcoolisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 394 PR du 17 mai 2013 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé, de la protection sociale généralisée et de la fonction publique, chargé de la prévention, de la réforme de l'administration et de la lutte contre la toxicomanie et l'alcoolisme ;

Vu l'arrêté n° 389 PR du 17 mai 2013 constatant la qualité d'ordonnateur du vice-président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3956 VP du 21 mai 2013 modifié portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-221 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de notation et d'avancement des fonctionnaires de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-226 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emploi des attachés d'administration de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu le compte-rendu n° 2781 MSP/DGRH/SGC du 7 février 2014 de la réunion de la commission administrative paritaire n° 1 compétente à l'égard des attachés d'administration du vendredi 8 novembre 2013,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et de l'article 18 de la délibération n° 95-226 AT du 14 décembre 1995 modifiée et en l'absence de conditionnant, il ne peut être établi de tableau d'avancement pour l'accès au grade de conseiller des services administratifs principal, au titre de l'année 2011.

En conséquence, aucun tableau d'avancement n'est établi à ce titre.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 2014.
Béatrice CHANSIN.

ARRETE n° 1475 MSP du 12 février 2014 portant établissement du tableau d'avancement pour l'accès au grade de conseiller des services administratifs hors classe de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2012.

Le ministre de la santé, de la protection sociale généralisée et de la fonction publique, chargé de la prévention, de la réforme de l'administration, et de la lutte contre la toxicomanie et l'alcoolisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 394 PR du 17 mai 2013 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé, de la protection sociale généralisée et de la fonction publique, chargé de la prévention, de la réforme de l'administration et de la lutte contre la toxicomanie et l'alcoolisme ;

Vu l'arrêté n° 389 PR du 17 mai 2013 constatant la qualité d'ordonnateur du vice-président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3956 VP du 21 mai 2013 modifié portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-221 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de notation et d'avancement des fonctionnaires de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-226 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emploi des attachés d'administration de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu le compte-rendu n° 2781 MSP/DGRH/SGC du 7 février 2014 de la réunion de la commission administrative paritaire n° 1 compétente à l'égard des attachés d'administration du vendredi 8 novembre 2013,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et de l'article 18 de la délibération n° 95-226 AT du 14 décembre 1995 modifiée susvisées, sont inscrits sur le tableau d'avancement pour l'accès au grade de conseiller des services administratifs hors classe de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2012 :

- M. Ronald Cheneson, né le 25 janvier 1959 ;
- M. Georges Chingue, né le 14 avril 1950 ;
- Mlle Nicole Favier, née le 24 février 1948 ;
- Mme Marie-Claire Laforêt épouse Myaguchi, née le 24 juillet 1955 ;
- M. Gilbert Lai Woa, né le 30 décembre 1956 ;
- Mme Lynda Laille épouse Choug, née le 14 avril 1963 ;
- Mme Odile Lam épouse Gaët, née le 1er avril 1956 ;
- M. Georges Lao, né le 21 novembre 1960 ;
- M. Charles Law, né le 18 juin 1960 ;
- M. Bruno Lonjon, né le 25 juillet 1953 ;
- Mme Josiane Muth épouse Howell, née le 3 janvier 1953 ;
- M. Régis Plichart, né le 8 décembre 1953 ;
- Mlle Liliane Sienne, née le 30 décembre 1956 ;
- Mme Eliane Soufet épouse Chung, née le 10 octobre 1958 ;
- Mlle Véronique Tumahai, née le 1er août 1958 ;
- Mme Lysiane Yan épouse Cier Foc, née le 19 mars 1959 ;
- M. Maurice Yune, né le 11 avril 1947.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 2014.
Béatrice CHANSIN.

ARRETE n° 1476 MSP du 12 février 2014 portant établissement du tableau d'avancement pour l'accès au grade d'attaché d'administration principal de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2012.

Le ministre de la santé, de la protection sociale généralisée et de la fonction publique, chargé de la prévention, de la réforme de l'administration, et de la lutte contre la toxicomanie et l'alcoolisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 394 PR du 17 mai 2013 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé, de la protection sociale généralisée et de la fonction publique, chargé de la prévention, de la réforme de l'administration et de la lutte contre la toxicomanie et l'alcoolisme ;

Vu l'arrêté n° 389 PR du 17 mai 2013 constatant la qualité d'ordonnateur du vice-président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3956 VP du 21 mai 2013 modifié portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-221 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de notation et d'avancement des fonctionnaires de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-226 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emploi des attachés d'administration de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu le compte-rendu n° VP/DGRH du 7 février 2014 de la réunion de la commission administrative paritaire n° 1 compétente à l'égard des attachés d'administration du vendredi 8 novembre 2013,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 79 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée et de l'article 16 de la délibération n° 95-226 AT du 14 décembre 1995 modifiée susvisées, sont inscrits sur le tableau d'avancement pour l'accès au grade d'attaché d'administration principal de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2012 :

- M. Olivier Champion, né le 12 février 1968 ;
- Mlle Vaite Laurence Clisson, né le 22 février 1979 ;
- M. Hervé Duquesnay, né le 30 novembre 1966 ;
- Mlle Linda Fong, née le 27 janvier 1980 ;
- M. Alexis Grellet, né le 21 décembre 1974 ;
- Mme Romina Henriou épouse Ma, née le 26 avril 1972 ;
- Mlle Flore Poncet, né le 31 octobre 1974 ;
- Mlle Aloma Rereao, née le 6 mars 1975 ;
- Mlle Catherine Rocheteau, né le 30 avril 1967 ;
- Mme Jaëlle Sage épouse Bodinier, née le 17 juillet 1966.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 2014.
Béatrice CHANSIN.

**MINISTRE DE L'EDUCATION,
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR,
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

ARRETE n° 1464 MEE du 12 février 2014 portant modification de l'arrêté n° 2174 MEJ du 21 mars 2013 accordant la délégation de service public prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française.

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, chargé de la vie associative,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté 395 PR du 17 mai 2013 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, chargé de la vie associative ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 491 CM du 31 mars 2000 modifié fixant les conditions d'attribution et de retrait de la délégation aux fédérations sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2174 MEJ du 21 mars 2012 accordant la délégation de service public prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu le dossier de demande de la présidente de la Fédération polynésienne de sports adaptés et handisports en date du 4 novembre 2013 ;

Vu le courrier n° 2196 MEE du 13 décembre 2013 sollicitant l'avis du comité olympique de Polynésie française ;

Vu l'avis favorable du comité olympique de Polynésie française du 26 décembre 2013,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 2174 MEJ du 21 mars 2013 accordant la délégation de service public prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française, est modifié comme suit :

“La délégation prévue à l'article 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 est accordée, à compter de la publication dudit arrêté jusqu'au 31 décembre 2015, à la Fédération polynésienne de sports adaptés et handisports pour toutes disciplines sportives, paralympiques, ainsi que le paracanoë, pratiquées par toutes personnes porteuses d'un handicap physique, mental, auditif et/ou visuel.”

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à la Fédération polynésienne de sports adaptés et handisports et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 2014.
Michel LEBOUCHER.

ARRETE n° 1465 MEE du 12 février 2014 portant composition du jury des sessions de formation menant à l'attestation de compétences à la prévention, à l'assistance et au sauvetage en randonnée aquatique (ACPASRA), organisées par l'organisme de formation “Niyati Plongée”.

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, chargé de la vie associative,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 395 PR du 17 mai 2013 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, chargé de la vie associative ;

Vu la délibération n° 2009-40 APF du 23 juillet 2009 relative aux garanties de techniques et de sécurité dans les établissements qui organisent la pratique de la randonnée aquatique dite “snorkeling” ;

Vu la délibération n° 2009-41 APF du 23 juillet 2009 portant création de l'attestation de compétences à la prévention, à l'assistance et au sauvetage en randonnée aquatique (ACPASRA) en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1623 CM du 23 septembre 2009 relatif à l'organisation et aux conditions de préparation et de

délivrance de l'attestation de compétences à la prévention, à l'assistance et au sauvetage en randonnée aquatique (ACPASRA) en Polynésie française ;

Vu l'agrément n° 01-2014 OF/ACPASRA/PF délivré le jeudi 23 janvier 2014 par le service de la jeunesse et des sports,

Arrête :

Article 1er.— La composition du jury des sessions de formation menant à l'attestation de compétences à la prévention, à l'assistance et au sauvetage en randonnée aquatique (ACPASRA), organisées par l'organisme de formation “Niyati Plongée”, est fixée comme suit :

Président du jury : Le chef du service de la jeunesse et des sports ou son représentant.

Technicien reconnu pour ses compétences dans l'activité concernée : M. Claude Legrand, titulaire du BEES 2e degré option plongée subaquatique, du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, formateur de secourisme fédéral de la FFESSM et de la compétence ANTEOR.

Directeur du stage : Mme Valérie Stoessel, titulaire du BEES 2e degré option plongée subaquatique et de la compétence ANTEOR délivrée par la FFESSM.

Art. 2.— Le jury est nommé pour la durée de l'agrément accordé à l'organisme de formation “Niyati Plongée”.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 2014.
Michel LEBOUCHER.

**MINISTRE DE L'EQUIPEMENT,
DE L'URBANISME
ET DES TRANSPORTS TERRESTRES
ET MARITIMES**

ARRETE n° 1409 MET du 11 février 2014 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial au profit de l'entreprise MHT.

Le ministre de l'équipement, de l'urbanisme et des transports terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 18 novembre 2013 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'urbanisme et des transports terrestres et maritimes ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé “direction de l'équipement” ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 77-142 du 29 décembre 1977 modifiée par celle du 16 septembre 1982 n° 82-92 portant réglementation des carrières à Tahiti, Moorea et Raiatea avec interdiction d'extraction dans les lits des rivières et les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Hitia'a O Te Ra, de la commune associée de Papenoo et de la subdivision territoriale de Tahiti de l'arrondissement infrastructure de la direction de l'équipement ;

Vu la demande en date du 13 août 2013, reçue au GEGDP le 13 août 2013, présentée par M. Jean Moetaua, gérant de l'entreprise MHT,

Arrête :

Article 1er.— La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

1° L'entreprise MHT, BP 11360, 98709 Mahina, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire cent mètres cubes (100 m³) de sable dans le cadre du curage des embouchures de la rivière Papenoo (bras Est), sise à Papenoo, PK 18, commune de Hitia'a O Te Ra, île de Tahiti.

2° Les matériaux sont destinés à la vente (constructions).

3° Les matériaux seront extraits à l'aide de la pelle à main et transportés par des camions de l'entreprise.

4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi à jeudi de 7 heures à 15 heures et le vendredi de 7 heures à 14 heures.

5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2014-223-101 DEQ/GEGDP ci-annexé. Les travaux d'extraction se feront sur une profondeur variant de 0,50 mètre à 1 mètre, selon les prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement.

6° Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles pour la protection de l'environnement, à savoir : manœuvres adéquates afin de limiter la mise en suspension des fines.

7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Il devra de plus faire son affaire personnelle des éventuelles autorisations de passage en terrain privé pour accéder au site d'extraction.

8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction.

Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.

9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.

10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux extraits réellement, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la caisse de la direction des affaires foncières - division recette et conservation des hypothèques.

11° Le bénéficiaire versera à titre d'acompte à la caisse de la direction des affaires foncières - division recette et conservation des hypothèques la redevance correspondant au cubage autorisé soit, la somme de *quarante mille francs CFP* (100 m³ à 400 F CFP/m³ = 40 000 F CFP).

Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.

Le bénéficiaire devra, sur le site d'extraction, être constamment porteur de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique des agents assermentés de la direction de l'équipement.

12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de l'administration.

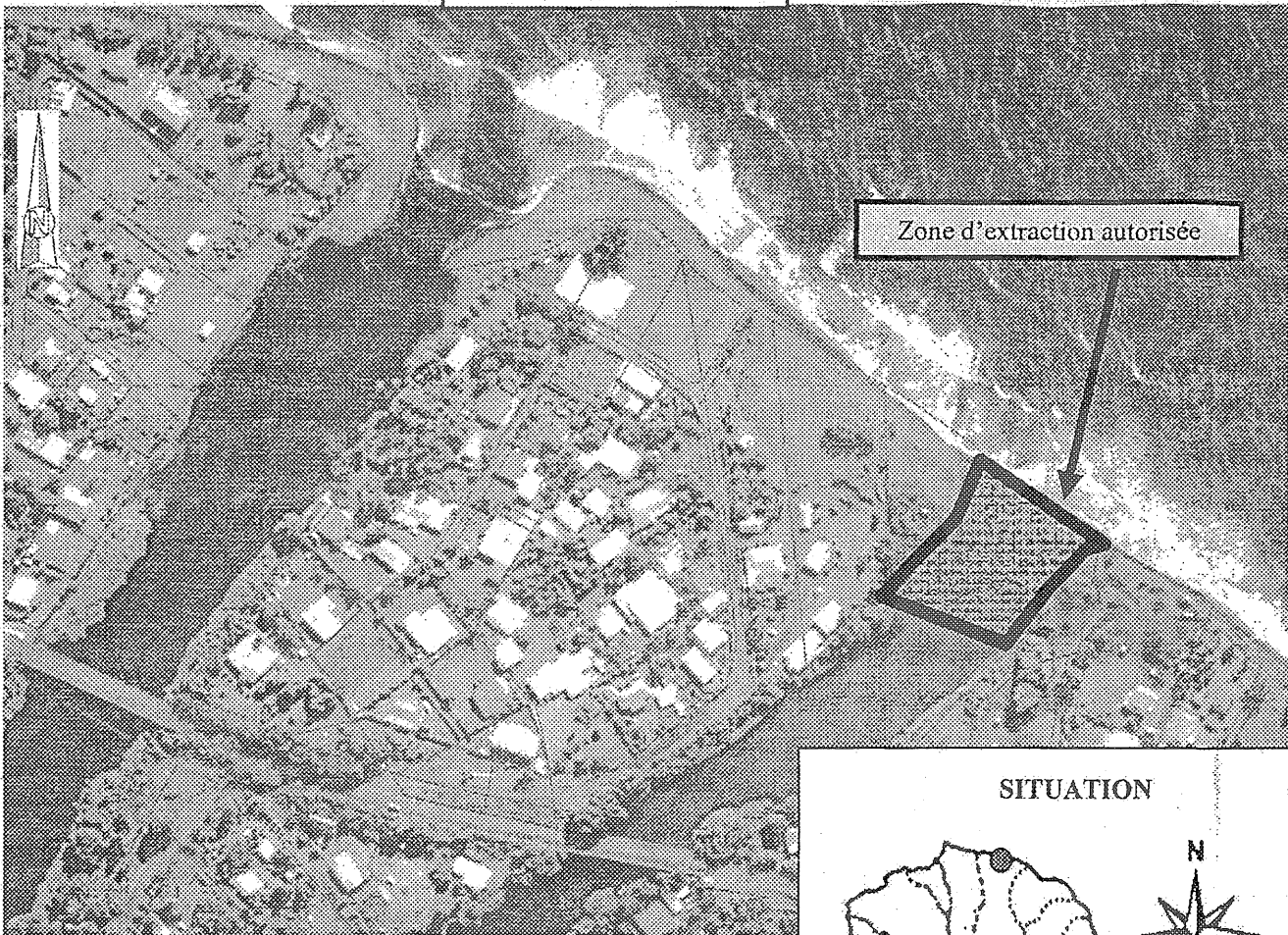
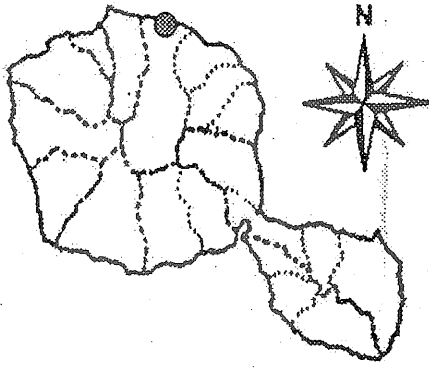
13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire et des prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement, entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 2.— L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté pour une durée de dix (10) jours ouvrés. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3.— Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 février 2014.
Albert SOLIA.

<p>DIRECTION DE L'EQUIPEMENT Groupement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public Tel. 48 54 75 - Fax 48 54 69 http://www.equipement.gov.pf</p>	<p style="text-align: center;">ZONE D'EXTRACTION</p>  <p style="text-align: right;">Zone d'extraction autorisée</p> <div data-bbox="1424 971 1926 1441"> <p style="text-align: center;">SITUATION</p>  </div>
<p>ILE DE TAHITI</p>	
<p>COMMUNE DE HITIAA O TE RA (PAPENOO)</p>	
<p>LIEU : <i>AUX EMBOUCHURES DE LA RIVIERE PAPENOO (BRAS EST) SISE A PAPENOO PK 18</i></p>	
<p>QUANTITÉ : <i>100 M3 DE SABLE</i></p>	
<p>DEMANDE DE : <i>ENTREPRISE MHT</i> EN DATE DU : <i>13 août 2013</i></p>	
<p>PLAN N° <i>2014-223-101/DEQ/GEGDP</i> DRESSÉ LE <i>22/01/2014</i></p>	
<p>DOSSIER N° 2014-111</p>	

ARRETE n° 1466 MET/DTT du 12 février 2014 portant délivrance d'une licence de transport touristique sur l'île de Bora Bora, à la SNC Wan & cie.

Le ministre de l'équipement, de l'urbanisme et des transports terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 18 novembre 2013 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'urbanisme et des transports terrestres et maritimes ;

Vu la délibération n° 233 CM du 13 février 2008 relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1140 CM du 25 octobre 1990 modifié fixant les conditions d'application de la délibération n° 87-74 AT du 12 juin 1987 en matière de service de transport occasionnel à vocation touristique ;

Vu l'arrêté n° 3964 MET du 24 mai 2013 portant délégation de signature à M. Ronald Tsu, directeur des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 1303 MET du 10 février 2014 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Bora Bora, de la SNC Wan & cie,

Arrête :

Article 1er.— Conformément à l'article 3 de l'arrêté n° 1303 MET du 10 février 2014 susvisé portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Bora Bora, délivrée à la SNC Wan & cie, une licence de transport touristique portant le n° 01B 26B, est délivrée à l'intéressée.

Art. 2.— Conformément à l'article 18 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée susvisée, le service autorisé à l'article 1er doit être assuré dans le délai maximum de six mois à compter de la notification à la SNC Wan & cie, de son arrêté d'autorisation d'inscription au plan de transport.

Le non-respect de ce délai entraîne le retrait du service et des licences qui y sont rattachées.

Art. 3.— Conformément à l'article 19 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée susvisée, le défaut d'exploitation d'une ou plusieurs licences pendant plus de six mois est considéré comme une interruption partielle de service.

Toute interruption entraîne la radiation de la ou les licences de transport inexploitées.

Art. 4.— Le directeur des transports terrestres et le tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 2014.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des transports terrestres,
Ronald TSU.

Par arrêté n° 1413 MET du 11 février 2014.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 306 (plan 8) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-dessous (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
5 836	Tetuira Maui Poetai (bf 1.7.6.2)
5 836	Ano Poetai (bf 1.7.6.3)

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DE L'AGROALIMENTAIRE, DE L'ELEVAGE
ET DE L'EGALITE, ET DU DEVELOPPEMENT
DES ARCHIPELS**

ARRETE n° 1389 MAA du 11 février 2014 portant modification de l'arrêté n° 4541 MAA du 28 juin 2013 modifié portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'élevage et de l'égalité, et du développement des archipels, au chef du service du développement rural et à certains de ses agents.

Le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'élevage et de l'égalité, et du développement des archipels,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 397 PR du 17 mai 2013 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'élevage et de l'égalité, et du développement des archipels ;

Vu l'arrêté n° 3956 VP du 21 mai 2013 modifié portant délégation du pouvoir de l'ordonnateur ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 24 avril 1995 modifié portant organisation du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 1785 CM du 17 novembre 2011 portant nomination de M. Léopold Stein en qualité de chef du service du développement rural par intérim ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la circulaire n° 5326 PR/CM du 2 septembre 2011 relative à la réforme du régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française et des autres membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 4541 MAA du 28 juin 2013 modifié portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'élevage et de l'égalité, et du développement des archipels, au chef du service du développement rural et à certains de ses agents ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — Dans l'arrêté n° 4541 MAA du 28 juin 2013 modifié susvisé, il est ajouté à l'article 1er un alinéa rédigé comme suit :

- "G - Pour émettre tout avis dans le cadre de la procédure administrative et technique réglementaire pour la délivrance des cartes professionnelles d'agriculteurs".

Art. 2. — Dans l'arrêté n° 4541 MAA du 28 juin 2013 modifié susvisé, il est ajouté à l'article 3, alinéas D, G, I et J, paragraphe 1, un alinéa rédigé comme suit :

- "Il reçoit également délégation de signature mentionnée à l'article le 1er-G".

Art. 3. — Dans l'arrêté n° 4541 MAA du 28 juin 2013 modifié susvisé, il est ajouté à l'article 4, alinéas A, B, C, D et E, paragraphe 1, un alinéa rédigé comme suit :

- "Il reçoit également délégation de signature mentionnée à l'article 1er-G pour les demandes relevant de son secteur".

Art. 4. — Dans l'arrêté n° 4541 MAA du 28 juin 2013 modifié susvisé, à l'article 4, alinéa C, le paragraphe 2 est modifié et rédigé comme suit :

- "En cas d'absence ou d'empêchement de M. Charly Audouin, la délégation qui lui est accordée est exercée par Mme Justine Orbeck épouse Yieng Kow".

Art. 5. — Dans l'arrêté n° 4541 MAA du 28 juin 2013 modifié susvisé, à l'article 4, alinéa E, paragraphe 3 :

- remplacer : "M. Olive Teikiotiu" par : "M. Andy Teikiotepo Richmond".

Art. 6. — Le reste est sans changement.

Art. 7. — Le chef du service du développement rural est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 février 2014.
Thomas MOUTAME.

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETE n° 1-2014 APF/SG du 12 février 2014 portant délégation de signature aux responsables des services administratifs de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2005-59 APF du 13 mai 2005 modifiée portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 55-96 APF/Prés. du 22 novembre 1996 portant nomination du contrôleur des dépenses engagées de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2005 Prés./APF/SG du 18 janvier 2005 modifié portant organisation des services de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13-2005 Prés./APF du 28 janvier 2005 portant maintien de Mlle Béatrice Ly Sao aux fonctions de chef du service des commissions de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2005 Prés./APF du 28 janvier 2005 portant maintien de M. Philippe At-Se aux fonctions de chef du service de l'informatique de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 7-2005 APF/SG du 19 janvier 2005 portant nomination de Mlle Caroline Chung aux fonctions de chef du service des affaires juridiques de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° A 13-2006 APF/SG du 3 avril 2006 portant nomination de M. Henri Lanoux aux fonctions de chef du service des finances et de la comptabilité de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° A045-2009 APF/SG/ du 25 juin 2009 portant nomination de Mlle Rumia Atai aux fonctions de chef du service de la communication, de l'information multimédia et de l'accueil de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° A010-2010 APF/SG du 27 janvier 2010 portant nomination de Mlle Tupuhina Vicky Hunter aux fonctions de chef du service des ressources humaines de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° A065-2011 APF/SG du 28 juin 2011 portant nomination de M. Lucien Yau aux fonctions de chef du service de la logistique de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la décision n° D063-2008 APF/SG/SRH du 28 novembre 2008 nommant M. René Tinohuri Make responsable de la sécurité au service de la sécurité et du transport de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 17-2013 APF/SG du 16 mai 2013 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée, à l'effet de signer au nom du président de l'assemblée de la Polynésie française les congés de toute nature des agents de leurs services respectifs, à :

- 1° Mme Titaua Bourgeois, contrôleur des dépenses engagées ;
- 2° Mme Béatrice Ly Sao, chef du service des commissions ;
- 3° M. Philippe At-Se, chef du service de l'informatique ;
- 4° Mme Caroline Chung, chef du service des affaires juridiques ;
- 5° M. Henri Lanoux, chef du service des finances et de la comptabilité ;

- 6° Mme Rumia Atai, chef du service de la communication, de l'information multimédia et de l'accueil ;
- 7° Mme Tupuhina Vicky Hunter, chef du service des ressources humaines ;
- 8° M. Lucien Yau, chef du service de la logistique ;
- 9° M. René Tinohuri Make, responsable de la sécurité au service de la sécurité et du transport.

Art. 2. — L'arrêté n° 38-2013 APF/SG du 24 mai 2013 est abrogé.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 2014.
Edouard FRITCH.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

DECRET n° 2014-111 du 6 février 2014 pris pour l'application des articles 9 et 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée relative à la transparence financière de la vie politique.

Publics concernés : partis et groupements politiques.

Objet : répartition de l'aide publique aux partis et groupements politiques pour l'année 2014.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée relative à la transparence financière de la vie politique pose le principe d'un financement public des partis et groupements politiques. Le montant de cette aide publique est partagé en deux fractions égales.

La première fraction est répartie entre les partis et groupements politiques en fonction du nombre de suffrages qu'ils ont obtenus lors du dernier renouvellement de l'Assemblée nationale, sous réserve qu'ils aient respecté leurs obligations comptables au titre de l'année 2012, en application des dispositions de l'article 11-7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988. Le montant de cette fraction est minoré pour les formations politiques qui n'ont pas respecté l'obligation de parité des candidatures lors du renouvellement général de l'Assemblée nationale (art. 9-1 de la loi du 11 mars 1988).

La seconde fraction, spécifiquement destinée au financement des partis et groupements politiques représentés au Parlement, est répartie en fonction du nombre de parlementaires ayant déclaré se rattacher à chacun d'entre eux au cours du mois de novembre 2013.

Références : le présent décret est pris en application des articles 8, 9 et 9-1 de la loi du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique. Il peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu la Constitution, notamment ses articles 4 et 62 (troisième alinéa) ;

Vu le code électoral, notamment ses articles LO 128, L. 154 à L. 163 et R. 98 à R. 102 ;

Vu la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée relative à la transparence financière de la vie politique ;

Vu la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 ;

Vu le décret n° 2012-558 du 25 avril 2012 portant convocation des électeurs pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale ;

Vu l'ensemble des décisions du Conseil constitutionnel du 25 janvier 2013 au 24 mai 2013 déclarant inéligibles certains candidats aux élections législatives des 10 et 17 juin 2012 en application de l'article LO 128 du code électoral ;

Vu l'avis relatif à la publication générale des comptes des partis et groupements politiques au titre de l'exercice 2012

effectué par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques au *Journal officiel* du 22 janvier 2014 ;

Vu la communication adressée le 11 décembre 2013 au Premier ministre par le président du Sénat au nom du bureau en application des dispositions du huitième alinéa de l'article 9 de la loi du 11 mars 1988 précitée ;

Vu la communication adressée le 12 décembre 2013 au Premier ministre par le président de l'Assemblée nationale au nom du bureau en application des dispositions du huitième alinéa de l'article 9 de la loi du 11 mars 1988 précitée,

Décète :

Article 1er. — Le montant des aides attribuées aux partis et groupements politiques en application des articles 9 et 9-1 de la loi du 11 mars 1988 susvisée est fixé pour l'année 2014 à 63 099 073,55 euros.

Le montant de la première fraction des aides attribuées aux partis et groupements politiques visés aux deuxième et troisième alinéas de l'article 9 de la loi du 11 mars 1988 précitée est fixé à 28 763 737,55 euros.

Le montant de la seconde fraction des aides attribuées aux partis et groupements politiques visés au sixième alinéa

de l'article 9 de la loi du 11 mars 1988 susmentionnée est fixé à 34 335 336 euros.

Art. 2. — La somme mentionnée au deuxième alinéa de l'article 1er est répartie entre les partis et groupements politiques conformément à l'annexe I au présent décret.

Art. 3. — La somme mentionnée au troisième alinéa de l'article 1er est répartie entre les partis et groupements politiques conformément à l'annexe II au présent décret.

Art. 4. — Chacun des partis et groupements politiques figurant, soit à l'annexe I, soit à l'annexe II, doit faire connaître au ministre de l'intérieur (1) son numéro SIRET, le numéro de compte bancaire sur lequel devra être versée la somme qui lui est attribuée ainsi que l'identité du titulaire de ce compte.

Art. 5. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 6 février 2014.

Jean-Marc AYRAULT.

Par le Premier ministre :
Le ministre de l'intérieur,
Manuel VALLS.

ANNEXES

ANNEXE I

PARTIS ET GROUPEMENTS POLITIQUES BÉNÉFICIAIRES DE LA PREMIÈRE FRACTION DE L'AIDE PUBLIQUE POUR 2014

	NOMBRE de voix prises en compte	NOMBRE de candidats hommes	NOMBRE de candidats femmes	MONTANT de la première fraction de l'aide publique pour 2014 compte tenu de la loi sur la parité
I. — Partis et groupements politiques ayant présenté des candidats dans au moins 50 circonscriptions (métropole)				
Parti socialiste	7 952 895	305	226	10 027 014,34 €
Union pour un mouvement populaire	6 788 077	377	129	6 092 214,99 €
Front national	3 524 268	293	281	4 923 052,66 €
Europe écologie-Les Verts	1 470 444	239	233	2 086 783,96 €
Parti communiste français	1 359 530	212	206	1 929 380,10 €
Union des radicaux, centristes, indépendants et démocrates (URCID)	728 878	85	67	942 518,81 €
Parti radical de gauche	441 757	48	28	503 186,15 €
Nouveau Centre	457 442	62	36	520 006,31 €
Le Centre pour la France	436 470	216	129	502 266,71 €
Forces de gauche	400 234	76	58	510 769,82 €

	NOMBRE de voix prises en compte	NOMBRE de candidats hommes	NOMBRE de candidats femmes	MONTANT de la première fraction de l'aide publique pour 2014 compte tenu de la loi sur la parité
Debout la République	152 346	140	158	206 407,78 €
La France en action (Alliance écologiste indépendante)	114 095	208	143	139 429,54 €
Le Trèfle-Les nouveaux écologistes	70 600	62	77	92 083,07 €
Sous-total I	23 897 036	2 323	1 771	28 475 114,24 €
II. - Partis et groupements politiques ayant présenté des candidats exclusivement en outre-mer				
Pour La Réunion, de toutes nos forces	29 023	1	1	41 188,06 €
Parti communiste réunionnais	26 205	7	0	9 297,22 €
Tahoëraa hui'raatira	25 276	3	0	8 967,62 €
Calédonie ensemble	23 875	1	1	33 882,26 €
Front de libération de la Polynésie-Tavini Hui'raatira no te ao mā'ohi	20 350	3	0	7 219,94 €
Le Rassemblement pour la Calédonie dans la République	19 694	2	0	6 987,20 €
Parti progressiste martiniquais	19 538	3	1	17 329,62 €
Mouvement indépendantiste martiniquais	16 880	2	0	5 988,82 €
Guadeloupe unie-socialisme et réalités	16 620	1	1	23 586,31 €
La politique autrement	16 224	1	0	23 024,33 €
Démocratie et République	13 853	0	1	19 659,52 €
Groupement France-Réunion	13 528	1	0	19 198,29 €
Parti communiste guadeloupéen	11 346	1	0	16 101,70 €
Réunion avenir, une ambition pour La Réunion dans la France	8 136	1	0	11 546,22 €
Rassemblement pour la Calédonie	5 890	1	1	8 358,81 €
Vivre à Schoelcher	5 558	1	0	7 887,65 €
Force martiniquaise de progrès	4 451	2	0	1 579,16 €
Bâtir le pays Martinique	4 217	1	0	5 984,57 €
Parti pour la libération de la Martinique	3 580	1	0	5 080,57 €
Union pour la démocratie	2 641	1	0	3 747,98 €

	NOMBRE de voix prises en compte	NOMBRE de candidats hommes	NOMBRE de candidats femmes	MONTANT de la première fraction de l'aide publique pour 2014 compte tenu de la loi sur la parité
No Oe E Te Nunaa	2 548	0	1	3 616,00 €
Rassemblement démocratique pour la Martinique	2 500	2	0	886,97 €
RAUTAHU	1 762	1	0	2 500,55 €
Cap sur l'avenir	1 674	0	1	2 375,66 €
Te'Avei'A	512	1	0	726,61 €
Indépendants de la France de métropole et d'outre-mer (IFMOM)	500	1	1	709,58 €
Mouvement libéral populaire	462	1	0	655,65 €
Archipel demain	378	1	0	536,44 €
Sous-total II	297 321	41	9	288 623,31 €

ANNEXE II

PARTIS ET GROUPEMENTS POLITIQUES
BÉNÉFICIAIRES DE LA SECONDE FRACTION DE L'AIDE PUBLIQUE POUR 2014

PARTIS ET GROUPEMENTS POLITIQUES représentés au Parlement	NOMBRE DE PARLEMENTAIRES ouvrant droit au versement de l'aide publique			MONTANT de la seconde fraction de l'aide publique attribuée pour 2014
	Assemblée nationale	Sénat	Total 2014	
Parti socialiste	289	126	415	15 471 405,47 €
Union pour un mouvement populaire	198	125	323	12 041 599,92 €
Union des radicaux, centristes, indépendants et démocrates (URCID)	17	20	37	1 379 378,32 €
Europe écologie-Les Verts	17	12	29	1 081 134,36 €
Parti radical de gauche	13	15	28	1 043 853,86 €
Parti communiste français	8	19	27	1 006 573,37 €
Nouveau Centre	7	7	14	521 926,93 €
Debout la République	6	4	10	372 804,95 €
Le Centre pour la France	1	8	9	335 524,46 €
Tahoeraa Huiraatira	3	1	4	149 121,98 €
Le Rassemblement pour la Calédonie dans la République	0	3	3	111 841,49 €

PARTIS ET GROUPEMENTS POLITIQUES représentés au Parlement	NOMBRE DE PARLEMENTAIRES ouvrant droit au versement de l'aide publique			MONTANT de la seconde fraction de l'aide publique attribuée pour 2014
	Assemblée nationale	Sénat	Total 2014	
Parti progressiste martiniquais	1	2	3	111 841,49 €
Démocratie et République	2	0	2	74 560,99 €
Forces de gauche	2	0	2	74 560,99 €
Guadeloupe unie socialisme et réalités	1	1	2	74 560,99 €
Calédonie ensemble	2	0	2	74 560,99 €
Front national	2	0	2	74 560,99 €
Mouvement indépendantiste martiniquais	2	0	2	74 560,99 €
Front de libération de la Polynésie-Tavini Huiraaatira no te ao ma'ohi	0	1	1	37 280,50 €
Parti communiste réunionnais	0	1	1	37 280,50 €
Cap sur l'avenir	1	0	1	37 280,50 €
Parti communiste guadeloupéen	1	0	1	37 280,50 €
La politique autrement	1	0	1	37 280,50 €
Pour La Réunion, de toutes nos forces	1	0	1	37 280,50 €
Rassemblement démocratique pour la Martinique	1	0	1	37 280,50 €
Total des parlementaires rattachés	576	345	921	34 335 336,00 €
Parlementaires non rattachés/non déclarés	1	3	4	

DECISION n° 2013-808 du 18 décembre 2013 autorisant l'association Le 6e sens-Te Mataru'i no Polynesia à exploiter un service de radio de catégorie A par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé Marevareva FM.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article 25 ;

Vu l'article R. 3323-1 du code de la santé publique ;

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, notamment ses articles 28, 29 et 29-3 ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 87-239 du 6 avril 1987 pris pour l'application du 1° de l'article 27 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et fixant, pour les services privés de radiodiffusion sonore diffusés par voie hertzienne terrestre ou par satellite, le régime applicable à la publicité et au parrainage ;

Vu le décret n° 94-972 du 9 novembre 1994 pris pour l'application du 1° de l'article 27 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et définissant les obligations relatives à l'accès à la publicité locale et au parrainage local des services de radio diffusés par voie hertzienne terrestre en application des articles 29, 29-1 et 30-7 de la même loi ;

Vu le décret n° 2011-732 du 24 juin 2011 relatif aux comités techniques prévus à l'article 29-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication ;

Vu la décision n° 87-23 du 6 mars 1987 de la Commission nationale de la communication et des libertés, modifiée par la décision n° 90-829 du 7 décembre 1990 du Conseil supérieur de l'audiovisuel, définissant les conditions techniques d'usage des fréquences pour la diffusion de signaux de radiodiffusion sonore en modulation de fréquence ;

Vu la décision n° 2011-540 du 12 juillet 2011 du Conseil supérieur de l'audiovisuel fixant le règlement intérieur des comités territoriaux de l'audiovisuel et leurs règles générales d'organisation et de fonctionnement ;

Vu la décision n° 2012-519 du 17 juillet 2012 du conseil relative à un appel aux candidatures pour l'exploitation de services de radio par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence à temps complet dans le ressort du comité territorial de l'audiovisuel de Polynésie française ;

Vu la décision n° 2012-924 du 18 décembre 2012 du conseil déclarant recevables les candidats dans le cadre de l'appel aux candidatures lancé dans le ressort du comité territorial de l'audiovisuel de Polynésie française ;

Vu les saisines pour avis du gouvernement de la Polynésie française en date du 17 juillet 2012 et du 17 avril 2013 ;

Vu l'avis du comité territorial de l'audiovisuel de Polynésie française ;

Vu la convention conclue entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et l'association Le 6e sens-Te Mataru'i no Polynesia ;

Vu l'avis de l'Agence nationale des fréquences ;

Après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1er.— L'association Le 6e sens-Te Mataru'i no Polynesia est autorisée à utiliser la fréquence mentionnée en annexe, conformément à la convention et à l'annexe de la présente décision, en vue de l'exploitation d'un service de radio de catégorie A par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé Marevareva FM.

Art. 2.— Cette autorisation est délivrée à compter de sa date de publication au *Journal officiel* et pour une durée de cinq ans. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel pourra prononcer la caducité de la présente autorisation si l'exploitation effective n'a pas débuté trois mois après la date d'entrée en vigueur de l'autorisation.

Art. 3.— 1° Le titulaire de la présente autorisation est tenu de communiquer au Conseil supérieur de l'audiovisuel les informations suivantes, dont il atteste l'exactitude :

- dans un délai de deux mois après la mise en service, le descriptif effectif technique de l'installation (type et puissance nominale de l'émetteur, système d'antennes...) ;
- dès qu'elle est disponible, la mesure de l'excursion de fréquence effective (pourcentage statistique du dépassement de 75 kHz sur une durée minimale de 15 min).

Ces informations sont ensuite exigibles à tout moment sur demande expresse du conseil.

2° Si les informations mentionnées au 1° sont modifiées ultérieurement, le titulaire communique au conseil une version actualisée dans un délai d'un mois.

3° Si le conseil constate la méconnaissance des conditions techniques au vu desquelles la présente autorisation est délivrée, le titulaire est tenu de faire procéder, par un organisme agréé, à une vérification de la conformité de son installation aux prescriptions figurant dans l'annexe technique de l'autorisation. Il transmet au conseil les résultats de cette vérification.

Art. 4.— Le titulaire de la présente autorisation s'engage à respecter la décision n° 87-23 du 6 mars 1987 de la Commission nationale de la communication et des libertés, modifiée par la décision n° 90-829 du 7 décembre 1990 du Conseil supérieur de l'audiovisuel, définissant les conditions techniques d'usage des fréquences pour la diffusion de signaux de radiodiffusion sonore en modulation de fréquence.

Art. 5.— Toute utilisation d'une sous-porteuse doit être autorisée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Art. 6.— La présente décision sera notifiée à l'association Le 6e sens-Te Mataru'i no Polynesia et publiée au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Paris, le 18 décembre 2013.

Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel :
Le président,
O. SCHRAMECK.

Annexe (*)

Nom du service : Marevareva FM.
 Zone d'implantation de l'émetteur : Tahiti, Papeete, Pic Rouge, îles du Vent.
 Fréquence : 103,4 MHz.
 Adresse du site : Pic Rouge, Papeete (987).
 Altitude du site (NGF) : 330 mètres.
 Hauteur d'antenne : 20 mètres/sol.
 Puissance apparente rayonnée (PAR max.) : 200 W.
 Limitation du rayonnement dans le plan horizontal : néant.

(*) Sous réserve d'un aboutissement favorable des procédures de coordination internationale.

DECISION n° 2013-809 du 18 décembre 2013 autorisant l'association Tuamotu FM à exploiter un service de radio de catégorie A par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé Tuamotu FM.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article 25 ;

Vu l'article R. 3323-1 du code de la santé publique ;

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, notamment ses articles 28, 29 et 29-3 ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 87-239 du 6 avril 1987 pris pour l'application du 1° de l'article 27 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et fixant, pour les services privés de radiodiffusion sonore diffusés par voie hertzienne terrestre ou par satellite, le régime applicable à la publicité et au parrainage ;

Vu le décret n° 94-972 du 9 novembre 1994 pris pour l'application du 1° de l'article 27 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et définissant les obligations relatives à l'accès à la publicité locale et au parrainage local des services de radio diffusés par voie hertzienne terrestre en application des articles 29, 29-1 et 30-7 de la même loi ;

Vu le décret n° 2011-732 du 24 juin 2011 relatif aux comités techniques prévus à l'article 29-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication ;

Vu la décision n° 87-23 du 6 mars 1987 de la Commission nationale de la communication et des libertés, modifiée par la décision n° 90-829 du 7 décembre 1990 du Conseil supérieur de l'audiovisuel, définissant les conditions techniques d'usage des fréquences pour la diffusion de signaux de radiodiffusion sonore en modulation de fréquence ;

Vu la décision n° 2011-540 du 12 juillet 2011 du Conseil supérieur de l'audiovisuel fixant le règlement intérieur des comités territoriaux de l'audiovisuel et leurs règles générales d'organisation et de fonctionnement ;

Vu la décision n° 2012-519 du 17 juillet 2012 du conseil relative à un appel aux candidatures pour l'exploitation de services de radio par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence à temps complet dans le ressort du comité territorial de l'audiovisuel de Polynésie française ;

Vu la décision n° 2012-924 du 18 décembre 2012 du conseil déclarant recevables les candidats dans le cadre de l'appel aux candidatures lancé dans le ressort du comité territorial de l'audiovisuel de Polynésie française ;

Vu les saisines pour avis du gouvernement de la Polynésie française en date du 17 juillet 2012 et du 17 avril 2013 ;

Vu l'avis du comité territorial de l'audiovisuel de Polynésie française ;

Vu la convention conclue entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et l'association Tuamotu FM ;

Vu l'avis de l'Agence nationale des fréquences ;

Après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1er. — L'association Tuamotu FM est autorisée à utiliser la fréquence mentionnée en annexe, conformément à la convention et à l'annexe de la présente décision, en vue de l'exploitation d'un service de radio de catégorie A par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé Tuamotu FM.

Art. 2. — Cette autorisation est délivrée à compter de sa date de publication au *Journal officiel* et pour une durée de cinq ans. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel pourra prononcer la caducité de la présente autorisation si l'exploitation effective n'a pas débuté trois mois après la date d'entrée en vigueur de l'autorisation.

Art. 3. — 1° Le titulaire de la présente autorisation est tenu de communiquer au Conseil supérieur de l'audiovisuel les informations suivantes, dont il atteste l'exactitude :

- dans un délai de deux mois après la mise en service, le descriptif effectif technique de l'installation (type et puissance nominale de l'émetteur, système d'antennes...) ;
- dès qu'elle est disponible, la mesure de l'excursion de fréquence effective (pourcentage statistique du dépassement de 75 kHz sur une durée minimale de 15 min).

Ces informations sont ensuite exigibles à tout moment sur demande expresse du conseil.

2° Si les informations mentionnées au 1° sont modifiées ultérieurement, le titulaire communique au conseil une version actualisée dans un délai d'un mois.

3° Si le conseil constate la méconnaissance des conditions techniques au vu desquelles la présente autorisation est délivrée, le titulaire est tenu de faire procéder, par un organisme agréé, à une vérification de la conformité de son installation aux prescriptions figurant dans l'annexe technique de l'autorisation. Il transmet au conseil les résultats de cette vérification.

Art. 4. — Le titulaire de la présente autorisation s'engage à respecter la décision n° 87-23 du 6 mars 1987 de la Commission nationale de la communication et des libertés, modifiée par la décision n° 90-829 du 7 décembre 1990 du Conseil supérieur de l'audiovisuel, définissant les conditions techniques d'usage des fréquences pour la diffusion de signaux de radiodiffusion sonore en modulation de fréquence.

Art. 5. — Toute utilisation d'une sous-porteuse doit être autorisée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Art. 6. — La présente décision sera notifiée à l'association Tuamotu FM et publiée au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Paris, le 18 décembre 2013.

Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel :
Le président,
O. SCHRAMECK.

Annexe (*)

Nom du service : Tuamotu FM.
Zone d'implantation de l'émetteur : Hao.
Fréquence : 98,5 MHz.
Adresse du site : Otepa, Hao (987).
Altitude du site (NGF) : 2 mètres.
Hauteur d'antenne : 18 mètres/sol.
Puissance apparente rayonnée (PAR max.) : 100 W.
Limitation du rayonnement dans le plan horizontal : néant.

(*) Sous réserve d'un aboutissement favorable des procédures de coordination internationale.

DECISION n° 2013-810 du 18 décembre 2013 autorisant l'association Radio Marquises à exploiter un service de radio de catégorie A par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé Radio Marquises.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article 25 ;

Vu l'article R. 3323-1 du code de la santé publique ;

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, notamment ses articles 28, 29 et 29-3 ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 87-239 du 6 avril 1987 pris pour l'application du 1° de l'article 27 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et fixant, pour les services privés de radiodiffusion sonore diffusés par voie hertzienne terrestre ou par satellite, le régime applicable à la publicité et au parrainage ;

Vu le décret n° 94-972 du 9 novembre 1994 pris pour l'application du 1° de l'article 27 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et définissant les obligations relatives à l'accès à la publicité

locale et au parrainage local des services de radio diffusés par voie hertzienne terrestre en application des articles 29, 29-1 et 30-7 de la même loi ;

Vu le décret n° 2011-732 du 24 juin 2011 relatif aux comités techniques prévus à l'article 29-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication ;

Vu la décision n° 87-23 du 6 mars 1987 de la Commission nationale de la communication et des libertés, modifiée par la décision n° 90-829 du 7 décembre 1990 du Conseil supérieur de l'audiovisuel, définissant les conditions techniques d'usage des fréquences pour la diffusion de signaux de radiodiffusion sonore en modulation de fréquence ;

Vu la décision n° 2011-540 du 12 juillet 2011 du Conseil supérieur de l'audiovisuel fixant le règlement intérieur des comités territoriaux de l'audiovisuel et leurs règles générales d'organisation et de fonctionnement ;

Vu la décision n° 2012-519 du 17 juillet 2012 du conseil relative à un appel aux candidatures pour l'exploitation de services de radio par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence à temps complet dans le ressort du comité territorial de l'audiovisuel de Polynésie française ;

Vu la décision n° 2012-924 du 18 décembre 2012 du conseil déclarant recevables les candidats dans le cadre de l'appel aux candidatures lancé dans le ressort du comité territorial de l'audiovisuel de Polynésie française ;

Vu les saisines pour avis du gouvernement de la Polynésie française en date du 17 juillet 2012 et du 17 avril 2013 ;

Vu l'avis du comité territorial de l'audiovisuel de Polynésie française ;

Vu la convention conclue entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et l'association Radio Marquises ;

Vu l'avis de l'Agence nationale des fréquences ;

Après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1er. — L'association Radio Marquises est autorisée à utiliser les fréquences mentionnées en annexe, conformément à la convention et aux annexes de la présente décision, en vue de l'exploitation d'un service de radio de catégorie A par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé Radio Marquises.

Art. 2. — Cette autorisation est délivrée à compter de sa date de publication au *Journal officiel* et pour une durée de cinq ans. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel pourra prononcer la caducité de la présente autorisation si l'exploitation effective n'a pas débuté trois mois après la date d'entrée en vigueur de l'autorisation.

Art. 3. — Le titulaire de la présente autorisation est tenu de communiquer au Conseil supérieur de l'audiovisuel les informations suivantes, dont il atteste l'exactitude :

- dans un délai de deux mois après la mise en service, le descriptif effectif technique de l'installation (type et puissance nominale de l'émetteur, système d'antennes...) ;

- dès qu'elle est disponible, la mesure de l'excursion de fréquence effective (pourcentage statistique du dépassement de 75 kHz sur une durée minimale de 15 min).

Ces informations sont ensuite exigibles à tout moment sur demande expresse du conseil.

2° Si les informations mentionnées au 1° sont modifiées ultérieurement, le titulaire communique au conseil une version actualisée dans un délai d'un mois.

3° Si le conseil constate la méconnaissance des conditions techniques au vu desquelles la présente autorisation est délivrée, le titulaire est tenu de faire procéder, par un organisme agréé, à une vérification de la conformité de son installation aux prescriptions figurant dans l'annexe technique de l'autorisation. Il transmet au conseil les résultats de cette vérification.

Art. 4. — Le titulaire de la présente autorisation s'engage à respecter la décision n° 87-23 du 6 mars 1987 de la Commission nationale de la communication et des libertés, modifiée par la décision n° 90-829 du 7 décembre 1990 du Conseil supérieur de l'audiovisuel, définissant les conditions techniques d'usage des fréquences pour la diffusion de signaux de radiodiffusion sonore en modulation de fréquence.

Art. 5. — Toute utilisation d'une sous-porteuse doit être autorisée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Art. 6. — La présente décision sera notifiée à l'association Radio Marquises et publiée au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Paris, le 18 décembre 2013.

Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel :
Le président,
O. SCHRAMECK.

Annexe I (*)

Nom du service : Radio Marquises.
Zone d'implantation de l'émetteur : Hiva Oa, îles Marquises.
Fréquence : 103,0 MHz.
Adresse du site : Atuona, Hiva-Oa (987).
Altitude du site (NGF) : 8 mètres.
Hauteur d'antenne : 30 mètres/sol.
Puissance apparente rayonnée (PAR max.) : 50 W.
Limitation du rayonnement dans le plan horizontal : néant.

(*) Sous réserve d'un aboutissement favorable des procédures de coordination internationale.

Annexe II (*)

Nom du service : Radio Marquises.
Zone d'implantation de l'émetteur : Hiva Oa, îles Marquises.
Fréquence : 106,0 MHz.
Adresse du site : Tapeata, Hiva-Oa (987).
Altitude du site (NGF) : 790 mètres.
Hauteur d'antenne : 12 mètres/sol.
Puissance apparente rayonnée (PAR max.) : 1 kW.

Limitation du rayonnement dans le plan horizontal : néant.

(*) Sous réserve d'un aboutissement favorable des procédures de coordination internationale.

Annexe III (*)

Nom du service : Radio Marquises.
Zone d'implantation de l'émetteur : Ua Huka, îles Marquises.
Fréquence : 102,0 MHz.
Adresse du site : Vaipae, Ua-Huka (987).
Altitude du site (NGF) : 230 mètres.
Hauteur d'antenne : 25 mètres/sol.
Puissance apparente rayonnée (PAR max.) : 100 W.
Limitation du rayonnement dans le plan horizontal : néant.

(*) Sous réserve d'un aboutissement favorable des procédures de coordination internationale.

Annexe IV (*)

Nom du service : Radio Marquises.
Zone d'implantation de l'émetteur : Ua Pou, îles Marquises.
Fréquence : 104,0 MHz.
Adresse du site : Hakahau, Ua-Pou (987).
Altitude du site (NGF) : 107 mètres.
Hauteur d'antenne : 7 mètres/sol.
Puissance apparente rayonnée (PAR max.) : 100 W.
Limitation du rayonnement dans le plan horizontal : néant.

(*) Sous réserve d'un aboutissement favorable des procédures de coordination internationale.

DECISION n° 2013-811 du 18 décembre 2013 autorisant la SARL PAC FM à exploiter un service de radio de catégorie B par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé Rire et Chansons Tahiti.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article 25 ;

Vu l'article R. 3323-1 du code de la santé publique ;

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, notamment ses articles 28, 29 et 29-3 ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 87-239 du 6 avril 1987 pris pour l'application du 1° de l'article 27 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et fixant, pour les services privés de radiodiffusion sonore diffusés par voie hertzienne terrestre ou par satellite, le régime applicable à la publicité et au parrainage ;

Vu le décret n° 94-972 du 9 novembre 1994 pris pour l'application du 1° de l'article 27 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et définissant les obligations relatives à l'accès à la publicité locale et au parrainage local des services de radio diffusés par voie hertzienne terrestre en application des articles 29, 29-1 et 30-7 de la même loi ;

Vu le décret n° 2011-732 du 24 juin 2011 relatif aux comités techniques prévus à l'article 29-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication ;

Vu la décision n° 87-23 du 6 mars 1987 de la Commission nationale de la communication et des libertés, modifiée par la décision n° 90-829 du 7 décembre 1990 du Conseil supérieur de l'audiovisuel, définissant les conditions techniques d'usage des fréquences pour la diffusion de signaux de radiodiffusion sonore en modulation de fréquence ;

Vu la décision n° 2011-540 du 12 juillet 2011 du Conseil supérieur de l'audiovisuel fixant le règlement intérieur des comités territoriaux de l'audiovisuel et leurs règles générales d'organisation et de fonctionnement ;

Vu la décision n° 2012-519 du 17 juillet 2012 du conseil relative à un appel aux candidatures pour l'exploitation de services de radio par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence à temps complet dans le ressort du comité territorial de l'audiovisuel de Polynésie française ;

Vu la décision n° 2012-924 du 18 décembre 2012 du conseil déclarant recevables les candidats dans le cadre de l'appel aux candidatures lancé dans le ressort du comité territorial de l'audiovisuel de Polynésie française ;

Vu les saisines pour avis du gouvernement de la Polynésie française en date du 17 juillet 2012 et du 17 avril 2013 ;

Vu l'avis du comité territorial de l'audiovisuel de Polynésie française ;

Vu la convention conclue entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et la SARL PAC FM ;

Vu l'avis de l'Agence nationale des fréquences ;

Après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1er. — La SARL PAC FM est autorisée à utiliser les fréquences mentionnées en annexe, conformément à la convention et aux annexes de la présente décision, en vue de l'exploitation d'un service de radio de catégorie B par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé Rire et Chansons Tahiti.

Art. 2. — Cette autorisation est délivrée à compter de sa date de publication au *Journal officiel* et pour une durée de cinq ans. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel pourra prononcer la caducité de la présente autorisation si l'exploitation effective n'a pas débuté trois mois après la date d'entrée en vigueur de l'autorisation.

Art. 3. — 1° Le titulaire de la présente autorisation est tenu de communiquer au Conseil supérieur de l'audiovisuel les informations suivantes, dont il atteste l'exactitude :

- dans un délai de deux mois après la mise en service, le descriptif effectif technique de l'installation (type et puissance nominale de l'émetteur, système d'antennes...) ;
- dès qu'elle est disponible, la mesure de l'excursion de fréquence effective (pourcentage statistique du dépassement de 75 kHz sur une durée minimale de 15 min).

Ces informations sont ensuite exigibles à tout moment sur demande expresse du conseil.

2° Si les informations mentionnées au 1° sont modifiées ultérieurement, le titulaire communique au conseil une version actualisée dans un délai d'un mois.

3° Si le conseil constate la méconnaissance des conditions techniques au vu desquelles la présente autorisation est délivrée, le titulaire est tenu de faire procéder, par un organisme agréé, à une vérification de la conformité de son installation aux prescriptions figurant dans l'annexe technique de l'autorisation. Il transmet au conseil les résultats de cette vérification.

Art. 4. — Le titulaire de la présente autorisation s'engage à respecter la décision n° 87-23 du 6 mars 1987 de la Commission nationale de la communication et des libertés, modifiée par la décision n° 90-829 du 7 décembre 1990 du Conseil supérieur de l'audiovisuel, définissant les conditions techniques d'usage des fréquences pour la diffusion de signaux de radiodiffusion sonore en modulation de fréquence.

Art. 5. — Toute utilisation d'une sous-porteuse doit être autorisée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Art. 6. — La présente décision sera notifiée à la SARL PAC FM et publiée au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Paris, le 18 décembre 2013.

Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel :
Le président,
O. SCHRAMECK.

ANNEXE I (*)

Nom du service : Rire et Chansons Tahiti.

Zone d'implantation de l'émetteur : Tahiti, Faaa, mont Marau-îles du Vent.

Fréquence : 102,6 MHz.

Adresse du site : mont Marau, Faaa (987).

Altitude du site (NGF) : 1 437 mètres.

Hauteur d'antenne : 42 mètres/sol.

Puissance apparente rayonnée (PAR max.) : 1 kW.

Limitation du rayonnement dans le plan horizontal :

AZIMUT (degrés)	ATTÉNUATION (dB) (1)	AZIMUT (degrés)	ATTÉNUATION (dB) (1)	AZIMUT (degrés)	ATTÉNUATION (dB) (1)	AZIMUT (degrés)	ATTÉNUATION (dB) (1)
0	0	90	3	180	7	270	1
10	0	100	4	190	7	280	1
20	0	110	5	200	7	290	1
30	0	120	5	210	6	300	0
40	0	130	6	220	5	310	0
50	1	140	7	230	5	320	0
60	1	150	7	240	4	330	0
70	1	160	7	250	3	340	0
80	2	170	7	260	2	350	0
(1) Atténuation par rapport à la PAR maximale.							

(*) Sous réserve d'un aboutissement favorable des procédures de coordination internationale.

ANNEXE II (*)

Nom du service : Rire et Chansons Tahiti.

Zone d'implantation de l'émetteur : Tahiti, Tairapu-Est, Pœu-îles du Vent.

Fréquence : 100.8 MHz.

Adresse du site : Pœu, Pœu (987).

Altitude du site (NGF) : 635 mètres.

Hauteur d'antenne : 25 mètres/sol.

Puissance apparente rayonnée (PAR max) : 500 W.

Limitation du rayonnement dans le plan horizontal :

AZIMUT (degrés)	ATTÉNUATION (dB) (1)	AZIMUT (degrés)	ATTÉNUATION (dB) (1)	AZIMUT (degrés)	ATTÉNUATION (dB) (1)	AZIMUT (degrés)	ATTÉNUATION (dB) (1)
0	0	90	5	180	6	270	0
10	0	100	6	190	5	280	0
20	1	110	7	200	5	290	0
30	1	120	7	210	4	300	0
40	1	130	7	220	3	310	0
50	2	140	7	230	2	320	0
60	3	150	7	240	1	330	0
70	4	160	7	250	1	340	0
80	5	170	7	260	1	350	0
(1) Atténuation par rapport à la PAR maximale.							

(*) Sous réserve d'un aboutissement favorable des procédures de coordination internationale.

DECISION n° 2013-812 du 18 décembre 2013 autorisant l'association Faa'a Taui FM à exploiter un service de radio de catégorie B par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé Taui FM.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article 25 ;

Vu l'article R. 3323-1 du code de la santé publique ;

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, notamment ses articles 28, 29 et 29-3 ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 87-239 du 6 avril 1987 pris pour l'application du 1° de l'article 27 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et fixant, pour les services privés de radiodiffusion sonore diffusés par voie hertzienne terrestre ou par satellite, le régime applicable à la publicité et au parrainage ;

Vu le décret n° 94-972 du 9 novembre 1994 pris pour l'application du 1° de l'article 27 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et définissant les obligations relatives à l'accès à la publicité locale et au parrainage local des services de radio diffusés par voie hertzienne terrestre en application des articles 29, 29-1 et 30-7 de la même loi ;

Vu le décret n° 2011-732 du 24 juin 2011 relatif aux comités techniques prévus à l'article 29-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication ;

Vu la décision n° 87-23 du 6 mars 1987 de la Commission nationale de la communication et des libertés, modifiée par la décision n° 90-829 du 7 décembre 1990 du Conseil supérieur de l'audiovisuel, définissant les conditions techniques d'usage des fréquences pour la diffusion de signaux de radiodiffusion sonore en modulation de fréquence ;

Vu la décision n° 2011-540 du 12 juillet 2011 du Conseil supérieur de l'audiovisuel fixant le règlement intérieur des comités territoriaux de l'audiovisuel et leurs règles générales d'organisation et de fonctionnement ;

Vu la décision n° 2012-519 du 17 juillet 2012 du conseil relative à un appel aux candidatures pour l'exploitation de services de radio par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence à temps complet dans le ressort du comité territorial de l'audiovisuel de Polynésie française ;

Vu la décision n° 2012-924 du 18 décembre 2012 du conseil déclarant recevables les candidats dans le cadre de l'appel aux candidatures lancé dans le ressort du comité territorial de l'audiovisuel de Polynésie française ;

Vu les saisines pour avis du gouvernement de la Polynésie française en date du 17 juillet 2012 et du 17 avril 2013 ;

Vu l'avis du comité territorial de l'audiovisuel de Polynésie française ;

Vu la convention conclue entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et l'association Faa'a Taui FM ;

Vu l'avis de l'Agence nationale des fréquences ;

Après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1er.— L'association Faa'a Taui FM est autorisée à utiliser les fréquences mentionnées en annexe, conformément à la convention et aux annexes de la présente décision, en vue de l'exploitation d'un service de radio de catégorie B par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé Taui FM.

Art. 2.— Cette autorisation est délivrée à compter de sa date de publication au *Journal officiel* et pour une durée de cinq ans. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel pourra prononcer la caducité de la présente autorisation si l'exploitation effective n'a pas débuté trois mois après la date d'entrée en vigueur de l'autorisation.

Art. 3.— 1° Le titulaire de la présente autorisation est tenu de communiquer au Conseil supérieur de l'audiovisuel les informations suivantes, dont il atteste l'exactitude :

- dans un délai de deux mois après la mise en service, le descriptif effectif technique de l'installation (type et puissance nominale de l'émetteur, système d'antennes...) ;
- dès qu'elle est disponible, la mesure de l'excursion de fréquence effective (pourcentage statistique du dépassement de 75 kHz sur une durée minimale de 15 min).

Ces informations sont ensuite exigibles à tout moment sur demande expresse du conseil.

2° Si les informations mentionnées au 1° sont modifiées ultérieurement, le titulaire communique au conseil une version actualisée dans un délai d'un mois.

3° Si le conseil constate la méconnaissance des conditions techniques au vu desquelles la présente autorisation est délivrée, le titulaire est tenu de faire procéder, par un organisme agréé, à une vérification de la conformité de son installation aux prescriptions figurant dans l'annexe technique de l'autorisation. Il transmet au conseil les résultats de cette vérification.

Art. 4.— Le titulaire de la présente autorisation s'engage à respecter la décision n° 87-23 du 6 mars 1987 de la Commission nationale de la communication et des libertés, modifiée par la décision n° 90-829 du 7 décembre 1990 du Conseil supérieur de l'audiovisuel, définissant les conditions techniques d'usage des fréquences pour la diffusion de signaux de radiodiffusion sonore en modulation de fréquence.

Art. 5.— Toute utilisation d'une sous-porteuse doit être autorisée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Art. 6.— La présente décision sera notifiée à l'association Faa'a Taui FM et publiée au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Paris, le 18 décembre 2013.

Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel :

Le président,
O. SCHRAMECK.

Annexe I (*)

Nom du service : Taui FM.

Zone d'implantation de l'émetteur : Hao.

Fréquence : 99,0 MHz.

Adresse du site : Otepa, Hao (987).

Altitude du site (NGF) : 5 mètres.

Hauteur d'antenne : 16 mètres/sol.

Puissance apparente rayonnée (PAR max.) : 150 W.

Limitation du rayonnement dans le plan horizontal : néant.

(*) Sous réserve d'un aboutissement favorable des procédures de coordination internationale.

Annexe II (*)

Nom du service : Taui FM.

Zone d'implantation de l'émetteur : Nuku Hiva, îles Marquises.

Fréquence : 100,0 MHz.

Adresse du site : Mont-Muake, Nuku Hiva (987).

Altitude du site (NGF) : 860 mètres.

Hauteur d'antenne : 5 mètres/sol.

Puissance apparente rayonnée (PAR max.) : 1 kW.

Limitation du rayonnement dans le plan horizontal : néant.

(*) Sous réserve d'un aboutissement favorable des procédures de coordination internationale.

Annexe III (*)

Nom du service : Taui FM.

Zone d'implantation de l'émetteur : Tubuai.

Fréquence : 100,0 MHz.

Adresse du site : Mataurai, Tubuai (987).

Altitude du site (NGF) : 5 mètres.

Hauteur d'antenne : 13 mètres/sol.

Puissance apparente rayonnée (PAR max.) : 200 W.

Limitation du rayonnement dans le plan horizontal : néant.

(*) Sous réserve d'un aboutissement favorable des procédures de coordination internationale.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

EXTRAITS DECISIONS DU TRIBUNAL CIVIL DE PREMIERE INSTANCE DE PAPEETE

1 - Jugement du 10 février 2014 prononçant la liquidation judiciaire de la SCI VAIKELEI RCS de Papeete n° 03 210 C, *activité* : administration d'immeubles, *siège social* : PK 3,500, côté montagne, quartier Roopinia, Taputapuata, Raiatea ; *liquidateur judiciaire* : Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, tél. : 54 22 55, fax : 54 22 56.

EXTRAITS DECISIONS DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

2 - Jugement du 10 février 2014 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de la SARL JAMES SALMON TRANSPORTS MARITIMES, *sigle* : JSTM, RCS de Papeete n° 08 339 B, *activité* : transport maritime de marchandises et passagers, *date de cessation des paiements* : 10 août 2012 ; *siège social* : immeuble Charles-Chin, Uturoa, *administrateur judiciaire avec mission d'assistance* : Serge CERA, 58, rue Saint-Genès, 33000 Bordeaux, tél. : 05 5759 0956, fax : 05 5759 1243, *cera.serge@wanadoo.fr*, *étude secondaire à Tahiti* : collaborateur Dominique BERNAUD, BP 4944-98713 Papeete, tél. : 82 72 26 ou 78 05 28, *bernaudtahiti@hotmail.com*, *bernaudtahiti@mail.pf* ; *représentant des créanciers* : Jean-Christophe TOURON, BP 42237 Fare Tony, 98713 Papeete, tél. : 42 04 79, fax : 41 03 73.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

3 - Jugement du 10 février 2014 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de la SARL SOCIETE DE CONSEIL ET DE SERVICES EN INGENIERING, *sigle* : SCSL, RCS de Papeete n° 06 220 B, *activité* : conseil et d'ingéniering, *date de cessation des paiements* : 15 octobre 2013 ; *siège social* : Fare Ute ; *représentant des créanciers* : Patrick ANCEL, BP 3658-98713 Papeete, tél. : 42 42 00 ou 77 02 00, fax : 42 22 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

4 - Jugement du 10 février 2014 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de Edmond Charlie CHAN, *enseigne* : ENTREPRISE

GENERALE CHAN, RCS de Papeete n° 97 264 A (ancien n° 26792 A), *activité* : travaux du bâtiment, *date de cessation des paiements* : 7 janvier 2014 ; *adresse* : lotissement Matavai, Mahina ; *représentant des créanciers* : Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, tél. : 54 22 55, fax : 54 22 56.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

5 - Jugement du 10 février 2014 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de Olivier François Georges WALLET, *enseigne* : WALL ELECTRICITE ; RCS de Papeete n° 06 1754 A, *activité* : électricien, *date de cessation des paiements* : 9 janvier 2014 ; *siège social* : rue Lagarde, immeuble Diadème Papeete ; *représentant des créanciers* : Patrick ANCEL, BP 3658-98713 Papeete, tél. : 42 42 00 ou 77 02 00, fax : 42 22 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

6 - Jugement du 10 février 2014 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de la SARL MATEHAU, RCS de Papeete n° 90 148 B (ancien n° 4032 B), *activité* : import-export vente aux détails de produits, *date de cessation des paiements* : 11 septembre 2013 ; *siège social* : Fitii, Huahine ; *représentant des créanciers* : Patrick ANCEL, BP 3658-98713 Papeete, tél. : 42 42 00 ou 77 02 00, fax : 42 22 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

7 - Jugement du 10 février 2014 adoptant un plan de redressement par voie de continuation en faveur de la SARL KEALII, *nom commercial* : TOA SUSHI, RCS de Papeete n° 03 206 B (ancien n° 9587 B), dit que la totalité du passif sera réglée immédiatement entre les mains du commissaire à l'exécution du plan ; *commissaire à l'exécution du plan* : Patrick ANCEL, BP 3658-98713 Papeete, tél. : 42 42 00 ou 77 02 00, fax : 42 22 00.

8 - Jugement du 10 février 2014 adopte un plan de redressement par voie de continuation en faveur de Pierre VAHINE, *enseigne* : ENTREPRISE TEUAURA, RCS de Papeete n° 05 1390 A, *activité* : commissionnaire transitaire,

durée du plan : 10 ans ; *commissaire à l'exécution du plan* : Jean-Christophe TOURON, BP 42237 Fare Tony 98713 Papeete, tél. : 42 04 79 fax : 41 03 73.

9 - Jugement du 10 février 2014 arrête le plan de redressement de la SARL SOCIETE D'EXPLOITATION DE LA CLINIQUE PAOFAI, RCS de Papeete n° 82 16 B (ancien n° 1589 B), *siège social* : rue Varney, boulevard Pomare, Papeete, ordonne la cession de l'entreprise aux dix-sept médecins, Patrick DINH-GIA, Sophie LEJEUNE, François KIFFER, Cyrille SERRA, Massimo SENNI-BURATTI, Gonzague DESREZ, Marc LEFEBVRE, Nedim ALWARDI, Xavier FEIDT, Thai TRAN, Jean-René SANDROCK, Didier BLANCHET, Philippe GIRAUD, Fadi CHAKHTOURA, Bruno BOUTRY, Guy-Paul MULLER et Philippe BORNES agissant pour le compte de la SAS POLYCLINIQUE DE PAOFAI en cours de formation ; fixe le prix de cession à 50 000 000 F CFP ; *commissaire à l'exécution du plan* : Serge CERA, 58, rue Saint-Genès 33000 Bordeaux, tél. : 05 5759 0956, fax : 05 5759 1243, cera.serge@wanadoo.fr, étude secondaire à Tahiti ; collaborateur Dominique BERNAUD, BP 4944-98713 Papeete, tél. : 82 72 26 ou 78 05 28, bernaudentahiti@hotmail.com, bernaudentahiti@mail.pf.

10 - Jugement du 10 février 2014 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de Mérianne Tetumoea VAITAA, *date de cessation des paiements* : 15 janvier 2014, RCS de Papeete n° 94 7 A (ancien n° 21509 A) *enseigne* : MAGASIN CHEZ MAMIE ; *activité* : restauration, *liquidateur judiciaire* : Jean-Christophe TOURON, BP 42237 Fare Tony, 98713 Papeete, tél. : 42 04 79 fax : 41 03 73.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

11 - Jugement du 10 février 2014 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la SARL TAHITI NATIONAL MILLS en abrégé TNM, RCS de Papeete n° 06 161 B, *date de cessation des paiements* : 31 janvier 2014, RCS de Papeete n° 06 161 B, *activité* : importation, achat, vente de produits agroalimentaires, *liquidateur judiciaire* : Jean-Christophe TOURON, BP 42237 Fare Tony 98713 Papeete, tél. : 42 04 79, fax : 41 03 73.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

12 - Jugement du 10 février 2014 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de Amalia Vahine POUTORU, *enseigne* : ENTREPRISE VAHINE, RCS de Papeete n° 05 515 A, *date de cessation des paiements* : 11 décembre 2013, RCS de Papeete n° 05 515 A, *activité* : travaux du bâtiment, *liquidateur judiciaire* : Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, tél. : 54 22 55, fax : 54 22 56.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

13 - Jugement du 10 février 2014 prononçant la liquidation judiciaire de la SARL COMPTOIR D'ASIE, RCS de Papeete n° 99 337 B (ancien n° 7378 B), *activité* :

restaurant ; *siège social* : PK 4,500, côté mer, Faa'a ; *liquidateur judiciaire* : Patrick ANCEL, BP 3658-98713 Papeete, tél. : 42 42 00 ou 77 02 00, fax : 42 22 00.

14 - Jugement du 10 février 2014 prononçant la liquidation judiciaire de la SARL DESIGNKIT PACIFIC, *sigle* : DKP, RCS de Papeete n° 09 192 B, *activité* : commerce de produits ; *siège social* : immeuble Te Ava Uta 3, Faa'a ; *liquidateur judiciaire* : Jean-Christophe TOURON, BP 42237 Fare Tony 98713 Papeete, tél. : 42 04 79 fax : 41 03 73.

15 - Jugement du 10 février 2014 prononçant la liquidation judiciaire de Abel Charles Taumata AUBRY, *enseigne* : AUBRY ABEL, RCS de Papeete n° 26 737 A, *activité* : travaux de terrassement ; *adresse* : route du Mont-Marau, domaine Maho Aubry, Faa'a ; *liquidateur judiciaire* : Patrick ANCEL, BP 3658-98713 Papeete, tél. : 42 42 00 ou 77 02 00, fax : 42 22 00.

16 - Jugement du 10 février 2014 prononçant la liquidation judiciaire de Benoît Pierre Marie BERNARD, *enseigne* : PIERCING POP, RCS de Papeete n° 11 327 A, *activité* : négociant ; *adresse* : Paea, PK 18, côté mer ; *liquidateur judiciaire* : Jean-Christophe TOURON, BP 42237 Fare Tony, 98713 Papeete, tél. : 42 04 79 fax : 41 03 73.

SARL MARAA TE FENUA

Société à responsabilité limitée

Capital social de 10 000 F CFP

**Siège social : Paea, PK 24,600, côté montagne,
lotissement Vaitiare
RCS : TPI 10 22 B**

L'assemblée générale extraordinaire des associés, en date du 30 janvier 2014 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31 décembre 2013 et sa liquidation amiable sous le régime conventionnel, conformément aux dispositions statutaires.

La société subsistera pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. Le lieu où la correspondance doit être adressée et celui où les actes et documents concernant la liquidation doivent être notifiés, a été fixé à BP 62214 Faa'a 98702 siège de la liquidation.

Elle a nommé comme liquidateur M. Teiva HUCK, domicilié à Paea, PK 24,600, en lui conférant les pouvoirs les plus étendus, sous réserve, de ceux exclusivement réservés par la loi à la collectivité des associés, dans le but de lui permettre de mener à bien les opérations en cours, réaliser l'actif, apurer le passif et répartir le solde entre les associés dans le respect de leurs droits.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Le gérant.

AUDIT EXPERTISE-COMPTABLE ET CONSEIL

AE2C

Société à responsabilité limitée

Capital social de 5 000 000 F CFP

**Siège social : Aute 3, lot n° 24 Pirae
Polynésie française
RCS : TPI 13 200 B**

Avis de modification

Du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés réunie le 6 décembre 2013, au siège de la société.

Il résulte que :

Le capital de la société a été augmenté de 4 000 000 F CFP pour être porté de 1 000 000 F CFP à 5 000 000 F CFP.

*Pour avis,
La gérance.*

**AUDIT EXPERTISE-COMPTABLE ET CONSEIL
AE2C**

**Société à responsabilité limitée
Capital social de 5 000 000 F CFP
Siège social : Aute 3, lot n° 24 Pirae
Polynésie française
RCS : TPI 13 200 B**

Avis de transformation

Du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés réunie le 30 janvier 2014, au siège de la société.

Du procès-verbal de la réunion du premier conseil d'administration de la société en date du 30 janvier 2014 au siège de la société.

Il résulte que :

- la société a été transformée en société anonyme et a été dotée de ses nouveaux statuts à compter de la date du 30 janvier 2014 ;
- cette transformation n'entraîne pas la création d'une nouvelle personne morale ;
- aucune modification n'est apportée à l'objet, à la dénomination, au siège, à la durée, au capital de la société ;
- les dispositions suivantes donnent lieu à publicité :

Forme : Société anonyme.

Capital : 5 000 000 F CFP.

Assemblées : Les actionnaires ou leurs conjoints.

Transmission des actions : Agrément préalable par l'assemblée générale des actionnaires.

Administration : Conseil d'administration.

MM. Pierre-Yves MOREL et Bruno OUDET, gérants, ayant cessé leurs fonctions du fait de la transformation de la société, les premiers administrateurs de la société sous la forme anonyme ont été nommés.

Il s'agit de :

Administrateurs :

- M. Pierre-Yves MOREL, demeurant à Pirae ;
 - M. Bruno OUDET, demeurant à Mahina ;
 - Mme Géraldine OUDIN, demeurant à Pirae ;
- Président du conseil d'administration* : M. Bruno OUDET.
Directeur général : M. Pierre-Yves MOREL.
Commissaire aux comptes :
- M. Christophe VAN NIEL, BP 4695 Papeete, titulaire ;
 - M. Florent DOLIGEZ, avenue Pouvanaa-a-Oopa, Papeete, suppléant.

Les dépôts légaux seront effectués au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

*Pour avis,
Le conseil d'administration.*

**EURL JOHNSTON SECURITE
Capital social de 100 000 F CFP**

Avis de constitution

Par décisions de l'associé unique en date du 12 février 2014, à Papara, il résulte, des nouveaux statuts, des modifications suivantes :

Forme : Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.

Objet social : SURVEILLANCE ET SECURITE.

Dénomination : JOHNSTON SECURITE dit JP. SECURITE.

Capital social : 100 000 F CFP, composé de 100 parts sociales de 1 000 F CFP, chacune.

Siège social : PK 38,600, coté montagne, Papara, Tahiti.

Gérante : Elisabeth JOHNSTON, demeurant à Papara.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Tahiti.

*Pour avis et mention,
La gérance.*

**INTER ACTIONS POLYNESIENNES
Société à responsabilité limitée
Capital social de 1 000 000 F CFP
Siège social : Rue des Poilus-Tahitiens,
quartier Poafai Papeete
RCS : 5714 B
n° TAHITI : 351262**

L'assemblée générale extraordinaire du 12 février 2014 a entériné le transfert du siège social.

Ancien siège social : Aute, domaine Boubet, Pirae.

Nouveau siège social : Rue des Poilus-Tahitiens, quartier Paofai, Papeete.

*Pour avis,
La gérance.*

**SCI HEIVARUE
Société civile immobilière
Capital social de 100 000 F CFP
Siège social : 67, rue des Poilus-Tahitiens,
BP 3553 Papeete
RCS : 12 83 C**

Aux termes d'une décision collective en date du 2 janvier 2013, M. Jean-Marc MANTOVANI a été nommé gérant à compter du 1er janvier 2013 pour une durée indéterminée.

Les modifications résultant, dans l'avis antérieurement publié, de la décision ci-dessus sont les suivantes :

Ancienne mention

Gérant : M. Patrice MENINI.

Nouvelle mention

Gérants :

- M. Patrice MENINI, demeurant à Punaauia, PK 12,800 ;
- M. Jean-Marc MANTOVANI, demeurant à Nouméa, 30, rue Richard-Bernier.

*Pour avis,
La gérance.*

SARL AQUASMART
Société à responsabilité limitée
Capital social de 1 000 000 F CFP
Siège social : Zone Industrielle de Tipaerui,
immeuble Mondéjar
RCS : 159 T
n° TAHITI : 922260

Par décision du gérant, il a été décidé de transférer le siège social à la SCI MACO, route de Saint-Hilaire, entrepôt numéro 2, côté montagne, Faa'a.

Mention en sera faite au greffe de Papeete.

Pour avis,
 Le gérant.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION FAMILIALE TCHING

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
 (21 janvier 2014)

Présidente d'honneur : CHENESON Laurette
 Présidente : COULON Nadia
 Vice-président : IENFA Jules
 Secrétaire : CHIN FOO Béatrice
 Trésorier : CHENESON Ronald

ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII VAVAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
 (29 janvier 2014)

Président d'honneur : TEHIHIPO Tafirai
 Président : REUPENA Alfred
 Vice-président : BUCHIN Hubert
 Secrétaire : ANANIA Herearii
 Secrétaire adjointe : LING THIEM Heitiare
 Trésorière : MONGUILLON Murielle
 Trésorière adjointe : OLSON Vanessa
 Commissaires aux comptes : MANUTAHU Ricky
 RAHMANI Abdel
 Section football : TERIITAU Rainui
 Section basket-ball : TERAU Léon
 Section handball : TEPEVA Georges
 Section futsal : TETUANUI Holman
 Section volley-ball : TAVI Maureen
 Section cyclisme : REUPENA Raoulx

ASSOCIATION PUNA NUI API

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
 (10 décembre 2013)

Président : NATUA Rosaline
 Vice-présidente : WANG Titaua
 Secrétaire : BENSENOUCI Patricia
 Secrétaire adjointe : PANZI Kathia
 Trésorier : VAN BASTOLAER Lerry
 Trésorière adjointe : SNOW Mara
 Assesseur : CERDINI Florence

OBSERVATION DES REQUINS DE POLYNESIE "ORP"

MODIFICATION DU BUREAU :
 (5 décembre 2013)

Président : MISSELIS Christophe

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU GOD DE MANIHI

Modification de statuts
 (19 janvier 2014)

L'association a aussi pour objet :

- de veiller au bon déroulement des tournois sportifs (va'a) ;
- de pouvoir intervenir dans le domaine culturel et environnemental (embellissement de l'établissement du GOD).

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE ELEMENTAIRE PUBLIQUE NAMAHA 1 - VAIROINA DE TIIPOTO

Modification de statuts
 (14 novembre 2013)

Rectificatif au renouvellement du bureau paru au JOPF n° 50 du 22 octobre 2013 à la page 10045.

Trésorier : CHUNG TIEN Hotuarii
 Commissaire aux comptes : TETUMAHUTA Cyria

AMUIRAA PETEREHAMA-TAMARII TUHAA PAE-PAEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
 (2 février 2014)

Président : NEAGLE Claude
 Vice-président : TUFARIUA Hotea
 Secrétaire : TEMARII Christian
 Secrétaire adjointe : TEURU A PEU Liliane
 Trésorière : NAEA Chulanne
 Trésorier adjoint : CHEUNG Jean-Claude

ASSOCIATION JEUNESSE EN MISSION

Modification de statuts

Le siège social est situé à Mahina, résidence Amoe, PK 11, côté montagne.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
 (15 janvier 2014)

Président et trésorier : BURR David
 Vice-président : FUIAVA Sanerive
 Secrétaire : FUIAVA Tessa
 Secrétaire adjoint : BURR Erin
 Trésorier adjoint : DUKE Stephen

LES AMIS DES GUIDES ET SCOUTS D'EUROPE DE TAHITI (AGSET)

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(6 janvier 2014)

Président : BERNARD Christophe
Vice-président : BILLON Lucas
Secrétaire : TROUCHE Vetea
Trésorier : GOSSE Jean-Pierre

ASSOCIATION TEAM FAUTAU-VAL anciennement dénommée ASSOCIATION JEUNESSE MOHEA

Modification de statuts

Cette association a pour but de faire accéder nos jeunes aux activités sportives et de rassembler les actifs sans emplois résidence à Fautau-Val, lot n° 13.

Le siège social est situé à Pirae, Fautau-Val, lot n° 13.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 janvier 2014)

Président : TEHAU Vitore
Secrétaire : TERII Emélia
Trésorière : TEO Noéline

RESULTATS DU TIRAGE DE LA TOMBOLA DE L'ASSOCIATION SI NI TONG (Effectué le 9 février 2014)

1er lot n° 32915 1 voyage pour 2 personnes PPT/Chine/PPT
2e lot n° 12025 1 parure en nacre
3e lot n° 22827 1 Ipad
4e lot n° 28904 1 VTT
5e lot n° 24030 1 séjour pour 2 personnes
6e lot n° 27366 1 séjour pour 2 personnes
7e lot n° 35015 1 bon pour un repas d'une valeur de 30 000 F CFP
8e lot n° 33933 1 lot de beaux livres
9e lot n° 26230 1 bon pour un repas d'une valeur de 25 000 F CFP

ASSOCIATION POLYNESIENNE DES TRAVAILLEURS HANDICAPES

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 novembre 2013)

Président : GAY Michel
Vice-président : MONOT Jean-Michel
Secrétaire : GUIDIGAN-ZINSOU Prosper
Secrétaire adjoint : MONIOT Michel
Trésorier : ROGER Michel
Trésorier adjoint : LEROY Loïc
Assesseurs conseiller technique : JARRY Didier
LECOTTIER Loïc
BOISGUERIN Nicolas
Assesseur délégué du personnel aux APRP : BIJARD Joël

ASSOCIATION TAMARII MOUA TAPU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 décembre 2013)

Présidente d'honneur : TEFAATAUMARAMA Marietta
Présidente : TEKURIO Mareva
Vice-présidents : CHEOU Maeva
TEKURIO Moroni
Secrétaire : TEKURIO Karen
Secrétaire adjoint : TEKURIO Hiro
Trésorière : FAAHU Mariella
Trésorier adjoint : FAAHU Georges

ASSOCIATION AGRICOLE D'OPUHONU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(5 février 2014)

Présidente : TEHEURA-AHUPU Maima
Secrétaire : LOPEZ Xavier
Trésorière : ROHI Marcelle

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE PUBLIQUE DE PUKA PUKA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 janvier 2014)

Présidente : VILLANT-TEAOTU Linda
Vice-président : PORUTU Fareariki
Secrétaire : TEAOTU Célia
Secrétaire adjoint : TEPAHI-PORUTU-TAUTIA Terenui
Trésorière : AHINI Simone
Trésorière adjointe : TERIIRERE-TEPEHU Toimata

ASSOCIATION MATA VA'A NO UA HUKA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 février 2014)

Présidente : FOURNIER Marianne
Secrétaire : FOURNIER Edwige
Trésorier : FOURNIER-HIKUTINI Joseph
Trésorier adjoint : FOURNIER Abel

ASSOCIATION BDE ECT

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 novembre 2013)

Président : PUTUA Teanivai
Vice-présidente : WHITE Tea
Secrétaire : COLOMBANI Mataeva
Trésorière : FAATUARAI Tokahi
Chargé de communication : MOUTARDIER Anuhea
Chargé de communication adjoint : MARECHAL Mehiti

ASSOCIATION TE RAHU ORA*Modification de statuts*

Le renouvellement au lieu tous les 5 ans.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er février 2014)

Présidents d'honneur	:	TETUAEARO Tehaavi TEPA Teuira
Président	:	AH CHOY-AIRIMA Punuarii
Vice-présidente	:	APUARI TEFAAORA Ramene
Secrétaire	:	ROIHAU-TAAVIRI Elvina
Secrétaire adjointe	:	TAHITORAI-TIAAHU Noéline
Trésorière	:	MANATE-PAHIRI Miri
Trésorier adjoint	:	TERINOHO Tema
Assesseeurs	:	ROIHAU André PAHIRI Timi

ASSOCIATION TE MOOREA CLUB

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 janvier 2014)

Président	:	TAMA Jean
Vice-président	:	TEFAATAU Tuatahi
Secrétaire	:	MALARDE Betty
Trésorier	:	ADAMS Pascal

ASSOCIATION SPORTIVE "TE VAI EKA"
(Récépissé n° 134 DRCL du 29 janvier 2014)

Extraits de statuts

Il est constitué le 5 janvier 2014, conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901, une association qui prend la dénomination d'ASSOCIATION SPORTIVE TE VAI EKA de Taihoae, Nuku Hiva.

Cette association a pour but :

- d'initier les jeunes à la vie associative ;
- la pratique d'activités physiques, culturelles et sportives ;
- faire valoir et promouvoir la jeunesse de la commune ;
- contribuer au soutien et à la promotion du sport en général, dans notre archipel.

Dans le cadre du développement des objectifs de l'association, elle a pour objet de maintenir des contacts étroits avec les associations, les organismes, collectivités publiques et privées susceptibles d'apporter leurs contributions aux développements économiques et socio-éducatifs, sportifs et culturels au sein de l'association.

Son siège social est fixé au domicile de M. Eric Teikiteetini à Taiohae, Nuku Hiva.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TEIKITEETINI Eric
Vice-présidente	:	HUUKENA Gloria
Secrétaire	:	YU TENG Edouard
Trésorier	:	TEIKITEETINI Hivoni

ASSOCIATION PEPPER AND SALT

(Récépissé n° 317 SAISLV du 4 février 2014)

Extraits de statuts

Il est fondé le 28 janvier 2014, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre PEPPER AND SALT.

Elle a pour objet la promotion du Rock and Roll, musique et danse en Polynésie française.

Son siège social est fixé au PK 10, côté mer, Taputapuata, Raiatea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	RAVAGNI Guy
Secrétaire	:	RAVAGNI Jeannine
Trésorier	:	GUEGAN Serge
Assesseeurs	:	BRUNET Sylvain MACHEREZ Céline NOURY-VIGNERIE Pierre

ASSOCIATION TE ORA NUI

(Récépissé n° 175 SAISLV du 5 février 2014)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TE ORA NUI, régie par la loi du 1er juillet 1901, a été créé le 16 janvier 2014.

L'ASSOCIATION TE ORA NUI a pour but d'organiser et de favoriser la promotion des îles Sous-le-Vent par des activités musicales, artistiques, culturelles, sociales, artisanales et sportives. Elle est ouverte à tous les artistes et autres personnes du territoire acceptant les présents statuts.

Elle peut étendre son action dans des domaines autres que ceux cités ci-dessus (éducation populaire, éducation artistique etc.) mais toujours décidés par le comité directeur et approuvés par son assemblée générale.

Elle s'interdit toute discussion présentant un caractère politique ou religieux.

Son siège social est fixé à Vaitape, Bora Bora BP 957.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	MAMA Time
Vice-président	:	TETUKAU Hubert
Secrétaire	:	TINORUA Hinata
Trésorier	:	TETAHIOPUTPA Tehueo
Commissaire aux comptes	:	TUERA Rera

ASSOCIATION TAUPARE

(Récépissé n° 3761 DRCL du 12 février 2014)

Extraits de statuts

Il est créé le 5 février 2014, une association dénommée ASSOCIATION TAUPARE.

Elle a pour objets :

- d'établir et de favoriser les rencontres et les regroupements des membres ascendants et descendants directs de la famille (Tama, Tapotofarerani de Hao et des îles avoisinantes) ;
- d'établir des recherches administratives sur les origines familiales (généalogie et autres).

Son siège social est situé à Otepa, Hao, Tuamotu.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TETO Thérèse
Vice-présidents	: TAPOTOFARERANI Alain TAPOTOFARERANI Melba
Secrétaire	: TAPOTOFARERANI Rosa
Secrétaire adjoint	: BOURVEN Sébastien
Trésorier	: TAPOTOFARERANI Georges
Trésorière adjointe	: POU Thérèse

ASSOCIATION FAMILIALE VAETUA-TEARERE

(Récépissé n° 103 SAISLV du 20 janvier 2014)

Extraits de statuts

Il est créé le 9 décembre 2013, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée "ASSOCIATION FAMILIALE VAETUA -TEARERE".

Cette association a pour objet :

- de subvenir aux besoins familiaux dans tous les domaines ;
- de resserrer les liens familiaux pouvant exister entre tous les membres ;
- de défendre, de protéger et d'administrer les biens de famille ;
- de rechercher et partager toutes les terres en indivision appartenant à Vaetua a Iotefa et Tearere a Raino ;
- de protéger le patrimoine familial, foncier ou culturel ;
- d'organiser des rencontres entre les familles ;
- d'organiser des recherches de fonds tels que ventes de plats, tombolas, etc.

Le siège social est fixé à Oporo, PK 4,500, côté mer, Uturoa-Raiatea.

Sa durée est indéterminée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: IOTEFA Jacqueline
Vice-présidente	: JUBELY Denise
Secrétaire	: TERIINATOOF A Rhindy
Secrétaire adjointe	: IOTEFA Camelia
Trésorier	: LE-CHEVANTON Jean-Luc
Trésorière adjointe	: IOTEFA Maite

ASSOCIATION TAPA DU PACIFIQUE (ATAPAC) OU PACIFIC TAPA ASSOCIATION (PACTAPA)

(Récépissé n° 3759 DRCL du 12 février 2014)

Extraits de statuts

Il est fondé le 3 février 2014 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre ASSOCIATION TAPA DU PACIFIQUE (ATAPAC) ou PACIFIC TAPA ASSOCIATION (PACTAPA).

Cette association a pour buts :

- de rassembler et favoriser la communication entre les personnes s'intéressant au tapa dans toute la Polynésie, la Mélanésie, la Micronésie et plus généralement dans l'Océanie, de ses valeurs culturelles et sa symbolique identitaire à ses aspects ethnologiques, anthropologiques et historiques ;
- d'encourager toutes les initiatives visant à promouvoir et à valoriser ces différents domaines, tant auprès de la société civile que des élus, des enseignants, des élèves et des étudiants ;
- d'apporter si possible, sa contribution aux recherches effectuées par les chercheurs, qu'ils soient français ou étrangers, quel que soit l'organisme ou l'institution auquel ils sont rattachés. Cette contribution se fera en échange d'une contribution orale et/ou écrite fixée en accord avec le bureau ;
- de coopérer avec les organismes/services et institutions de Polynésie française et des territoires et Etats du Pacifique, et les responsables des associations poursuivant des buts similaires ;
- de diffuser par tout moyen légal qu'elle jugera opportun, et en relation avec les chercheurs, les résultats des recherches scientifiques réalisées sur le tapa en Océanie ;
- d'œuvrer pour la protection, la valorisation et la reconnaissance de ce patrimoine culturel immatériel tant dans le Pacifique qu'internationalement.

Dans cette perspective de chercher à réaliser avec les Etats et pays de l'Océanie, une manifestation itinérante sur une périodicité de deux ou trois ans, à charge pour chaque organisateur de trouver son financement.

Pour atteindre ces objectifs et pour participer au financement de ses activités, l'association développera toute action qu'elle jugera opportune en tout lieu du Pacifique. Elle pourra ester en justice dans le cadre de l'objet social de l'association. Elle s'interdit toute action politique, syndicale, religieuse ou philosophique.

Le siège social est dans l'immeuble Aorai, 1er étage.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: GAVEAU Malia
Secrétaire	: CHARLEUX Michel
Trésorière	: PAPALIA Maliana

TARIFS

des Abonnements de l'Imprimerie officielle à compter du 1er Mars 2010

<i>TARIF en F CFP</i>	TTC	Hors Taxe
	Polynésie française	France — DOM-TOM — Autres Pays
		<i>Voie aérienne</i>
Numéro	263*	515
Abonnement 1 an	13 533	26 604
* Frais d'expédition non inclus pour les îles.		